



Assemblée générale

Soixante-dix-septième session

26^e séance plénière

Mercredi 2 novembre 2022, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Kőrösi (Hongrie)

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 36 de l'ordre du jour

Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique

Rapports du Secrétaire général
(A/76/405 et A/77/358)

Projet de résolution (A/77/L.5)

Le Président (*parle en anglais*) : Les membres se souviendront que, dans sa décision 76/563 du 11 mai 2022, l'Assemblée générale a décidé de reporter l'examen du point 36 de l'ordre du jour ainsi que du rapport du Secrétaire général.

M. Gafoor (Singapour) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'adresser à l'Assemblée générale au nom des 10 États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour exprimer notre appui au projet de résolution publié sous la cote A/77/L.5, sur la nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique. L'ASEAN s'associe également aux déclarations qui seront faites par les représentants de l'Azerbaïdjan et du Pakistan, au nom du Mouvement des pays non alignés et du Groupe des 77 et de la Chine, respectivement.

L'Assemblée générale a commencé à procéder à un vote annuel sur cette question en 1992. Au cours des 30 dernières années, la résolution a systématiquement été adoptée par une majorité écrasante d'États

Membres de l'ONU, se rangeant du côté des principes fondamentaux qui sous-tendent le système des Nations Unies et l'ordre multilatéral fondé sur des règles, à savoir les principes de l'égalité souveraine de tous les États, de non-ingérence et de non-intervention dans les affaires intérieures d'autres États, consacrés par la Charte des Nations Unies.

C'est la septième année que l'ASEAN fait une déclaration à l'Assemblée générale pour demander aux États-Unis de lever dans les meilleurs délais le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba. Nous sommes fermement convaincus que le dialogue et la collaboration de bonne foi sont indispensables à tout effort réel visant à régler pacifiquement les différends entre États. Les autres voies que sont la confrontation et l'isolement donnent rarement les résultats escomptés et finissent par affaiblir le système multilatéral fondé sur des règles que tous les pays, quelle que soit leur taille, ont à la fois un intérêt à défendre et le devoir de le faire.

Comme nous le rappellent une fois de plus les rapports du Secrétaire général (A/76/405 et A/77/358), le blocus imposé par les États-Unis à Cuba continue de nuire au bien-être, à la santé et aux perspectives de développement du peuple cubain, y compris à son accès à l'aide humanitaire. Les effets graves et persistants de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la fréquence croissante des catastrophes naturelles et des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que l'ouragan Ian, illustrent particulièrement cette situation.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



L'ASEAN note, d'après le rapport du Secrétaire général publié sous la cote A/76/405, que l'embargo a entravé la mise en oeuvre des initiatives de l'ONU dans les domaines de la santé, de la sécurité alimentaire, de la protection sociale, de la reprise économique, de la réactivation des moyens de subsistance et du financement du développement pendant la pandémie. Il ressort également du rapport du Secrétaire général couvrant la période d'août 2021 à février 2022 (A/77/358) que le blocus viole le droit à la vie et à la santé de tous les Cubains et Cubaines et que pas une seule mesure n'a été prise pour alléger le blocus pendant le pic de contamination en 2021. Cela a entravé l'arrivée des dons et du matériel acheté indispensable à la prévention, au diagnostic et au traitement de la COVID-19.

En outre, le maintien du blocus n'est pas de bon augure pour l'amélioration des relations régionales. Il nuit également aux efforts de l'Assemblée générale visant à ne laisser aucun pays de côté pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs louables. L'ASEAN estime que la levée du blocus imposé à Cuba par les États-Unis contribuera de manière importante à améliorer la qualité et le niveau de vie du peuple cubain et permettra aux États-Unis et à Cuba de franchir une étape majeure sur la voie de la normalisation de leurs relations.

Le monde est à un tournant et le statu quo n'est pas une option. L'ASEAN se joint aux autres membres de l'Assemblée générale pour exprimer de nouveau son solide appui à la levée dans les meilleurs délais du blocus économique, commercial et financier unilatéral imposé à Cuba par les États-Unis. Nous encourageons les États-Unis et Cuba à maintenir leur engagement en faveur d'un dialogue ouvert et constructif, sous-tendu par le respect mutuel.

M^{me} Cedano (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des États membres du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), à savoir le Belize, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Panama, le Nicaragua et mon pays, la République dominicaine. Le SICA réaffirme sa solidarité historique et indéfectible et son désir le plus profond de bien-être et de prospérité pour le peuple cubain. Nous nous félicitons de la présence parmi nous de S. E. M. Bruno Rodríguez Parrilla, Ministre cubain des relations extérieures.

Dans un climat international complexe, Cuba reste soumise à un blocus économique, commercial et financier injustifié qui, en plus de compromettre sa capacité de surmonter les répercussions actuelles de la pandémie,

entrave depuis 30 ans son projet national visant à parvenir au développement durable. Nous saluons et apprécions à leur juste valeur les efforts déployés par Cuba qui, alors qu'elle est aux prises avec ce blocus injuste, a néanmoins pu produire et distribuer des vaccins contre la maladie à coronavirus (COVID-19), en plus de mettre à disposition des brigades relevant du Contingent international Henry Reeve de médecins spécialisés dans les situations de catastrophe et les épidémies graves, collaborant ainsi à la prévention de la pandémie de COVID-19, à la lutte contre la pandémie et à la riposte à la pandémie dans 55 pays de différentes régions du monde. La crise déclenchée par la pandémie a permis au monde de constater non seulement les capacités et la solidarité cubaines, mais aussi le fait que Cuba ne se contente pas de donner ce qu'elle a en trop, elle partage également ce qu'elle possède.

Pour le SICA, il est regrettable que les effets de la crise mondiale multidimensionnelle qui touche les secteurs énergétique, alimentaire, environnemental, économique et financier, auxquels s'ajoutent les effets cumulés de deux années de pandémie, n'aient pas été suffisants pour motiver un changement de politique et ouvrir la voie à un plus grand rapprochement entre les États-Unis et la République de Cuba, deux pays frères et membres de notre Amérique. L'inscription injustifiée de Cuba sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme a aggravé les difficultés rencontrées par le pays s'agissant de prendre part aux échanges commerciaux internationaux et d'effectuer des opérations financières. Cela s'est traduit par des résiliations de contrats et la perte de relations avec certaines entités financières, entre autres, entraînant des coûts et des dommages incommensurables pour la population et l'économie cubaines. Les pays membres du SICA appuieront l'adoption du projet de résolution A/77/L.5, intitulé « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique », en guise de réaffirmation de leur plein attachement aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et aux règles du droit international, notamment celles relatives au respect mutuel et à la non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

Le SICA nourrit l'espoir que dans un avenir pas trop lointain, au lieu d'adopter une résolution telle que celle dont nous sommes aujourd'hui saisis et qui nous réunit depuis 30 ans, nous nous réunirons pour célébrer la fin d'une politique injustifiée et pour éviter de nouvelles souffrances à une autre génération de Cubaines et de Cubains. Vivre en paix, en coopérant les uns avec les autres dans la recherche de solutions à nos défis communs, est une nécessité impérieuse et le seul moyen de créer l'avenir que nous voulons, pour tous.

Le Président (*parle en anglais*) : Si je n'entends pas d'objection, je voudrais proposer de clore la liste des orateurs et oratrices pour le débat sur cette question, compte tenu du grand nombre de délégations qui s'y sont déjà inscrites.

Il en est ainsi décidé.

M^{me} Squeff (Argentine) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des pays membres de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC).

La CELAC a salué les mesures prises entre 2015 et 2016 par Cuba et les États-Unis d'Amérique pour lancer le processus de normalisation de leurs relations diplomatiques, qui ont marqué le début d'un nouveau chapitre dans l'histoire de la paix et de la coexistence entre les nations américaines. Cependant, nous regrettons que le blocus soit toujours une réalité pour le peuple cubain. Il est indéniable que son maintien est le principal obstacle au développement normal de Cuba. Le rapport présenté par le Secrétaire général (A/77/358) confirme le coût de cette politique pour le pays, qui cause des préjudices considérables et injustifiables au bien-être du peuple cubain et qui est contraire au désir de paix des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, tel qu'exprimé dans la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix. Le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba est contraire à la lettre et à l'esprit de la Charte des Nations Unies, ainsi qu'aux buts et principes qui y sont énoncés, et au droit international. La CELAC réaffirme son rejet énergique de l'application de lois et de mesures contraires au droit international, telles que la loi Helms-Burton, y compris leurs effets extraterritoriaux, ainsi que la persécution croissante des opérations financières internationales cubaines, qui est contraire à la volonté politique de la communauté internationale.

Nous exprimons également notre désaccord avec l'inscription injuste de Cuba sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme, laquelle, outre le fait qu'elle est non fondée, a accru l'effet intimidant des restrictions liées au blocus et réduit davantage les possibilités pour Cuba d'établir des relations commerciales et financières avec des partenaires internationaux. Nous demandons instamment au Gouvernement des États-Unis d'Amérique de mettre fin à ces mesures. La CELAC rappelle la Déclaration spéciale sur la nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier des États-Unis d'Amérique contre Cuba, qu'elle a adoptée dans le cadre du VI^e Sommet des chefs d'État et de gouvernement

des États membres de la CELAC, qui s'est tenu dans la ville de Mexico le 18 septembre 2021. Cette déclaration invite le Gouvernement des États-Unis d'Amérique à se conformer aux résolutions successives adoptées par l'Assemblée générale et à répondre aux appels répétés de la communauté internationale en faveur de la levée du blocus économique, commercial et financier qu'il continue d'imposer à Cuba. De même, la CELAC exprime à nouveau sa plus vive inquiétude face à l'intensification de cette politique, en particulier dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), et son rejet de la dimension extraterritoriale du blocus, qui a des répercussions graves et préjudiciables sur les transactions financières internationales de Cuba et sur le bien-être du peuple cubain.

La Charte des Nations Unies consacre les droits, les obligations et les principes qui sont devenus partie intégrante de l'arsenal juridique, non seulement du droit international, mais de l'humanité. Cet arsenal ne doit être ni violé ni discrédité par quelque État Membre que ce soit. Les États Membres doivent aligner leurs actions aux niveaux national et international sur les droits, les obligations et les principes consacrés par notre charte constitutive. La CELAC appuiera résolument l'adoption du projet de résolution A/77/L.5, intitulé « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique ». Nous insistons sur l'incompatibilité qui existe entre l'application de mesures coercitives unilatérales, qui ne sont pas guidées par le droit international, et la lettre et l'esprit de la Charte des Nations Unies ainsi que les buts et principes qui y sont énoncés. Nous appelons une fois encore les États-Unis à entendre l'appel des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, de toutes les régions du monde et de leur propre peuple à mettre un terme définitif au blocus injuste imposé à la République de Cuba.

Je voudrais à présent formuler les observations suivantes à titre national.

L'Argentine a toujours rejeté la politique de blocus contre Cuba menée par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, une pratique qui dure depuis plus d'un demi-siècle et qui, en plus d'être moralement injustifiable, viole la Charte des Nations Unies, les normes du droit international et l'esprit du multilatéralisme. Mon pays renouvelle son attachement absolu aux principes de l'égalité souveraine des États, de la non-intervention dans leurs affaires intérieures et de la liberté du commerce et de la navigation internationaux. Le blocus est immoral, injuste et illégal.

Il est très clair pour la communauté internationale que ce blocus est le principal obstacle au développement socioéconomique du peuple cubain. Les chiffres présentés dans le rapport (A/77/358) montrent la gravité des conséquences de cette politique dans tous les aspects de la vie du peuple cubain. Dans le contexte international complexe actuel, le blocus imposé à Cuba s'avère plus inhumain et plus injustifiable que jamais et n'est synonyme que de souffrances et de privations pour le peuple cubain. Le blocus, qui a été condamné à plusieurs reprises dans des résolutions des organes de l'ONU adoptées à la quasi-unanimité, a de graves coûts humanitaires et économiques qui portent un préjudice irréparable au bien-être du peuple cubain. Le blocus entrave l'exercice par la population de ses droits fondamentaux dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'alimentation, le tourisme, les transports, l'industrie et la culture, pour n'en citer que quelques-uns. De surcroît, il porte atteinte à tous les secteurs de l'économie du pays en empêchant l'accès du pays à des conditions de crédit favorables, le transfert de technologies de pointe, la mobilisation de capitaux étrangers, l'attraction d'investissements étrangers directs, la protection de l'environnement et la pleine intégration de Cuba à l'économie mondiale.

Nous nous opposons également à l'inscription injuste de Cuba sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme, qui, en plus d'être dénuée de tout fondement, a accentué l'effet intimidant des restrictions liées au blocus et compromis les chances de Cuba d'établir des relations commerciales et financières avec des partenaires internationaux. Nous exhortons le Gouvernement des États-Unis d'Amérique à mettre un terme à ces mesures.

En dépit des restrictions découlant du blocus et de ces mesures, Cuba parvient à maintenir sa position et son rôle de leader dans plusieurs domaines de la coopération et de la solidarité internationales. L'Argentine exprime son plein appui à Cuba, se déclare attachée au principe de l'égalité juridique de tous les États en ce qui concerne leur souveraineté et affirme que le respect inconditionnel de toutes les différences, qu'elles soient économiques, politiques ou de toute autre nature, doit prévaloir. Le blocus contre Cuba doit cesser. Il s'agit du plus long régime de sanctions unilatérales jamais imposé à un pays. Depuis 1992, l'Assemblée générale se prononce chaque année, à une écrasante majorité, en faveur du respect du droit international, des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et du droit du peuple cubain de décider de son propre destin.

Enfin, l'Argentine votera pour le projet de résolution A/77/L.5, démontrant une fois de plus sa ferme

opposition au blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba, ainsi qu'au recours à des mesures coercitives unilatérales, à l'application extraterritoriale de lois commerciales nationales et à l'adoption de pratiques commerciales discriminatoires. Nous espérons que nous n'aurons pas à adopter d'autres résolutions de cette nature à l'avenir et qu'il sera mis fin une bonne fois pour toutes à ce blocus injuste contre Cuba.

M. Khan (Pakistan) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine sur le point 36 de l'ordre du jour, intitulé « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique ».

Je remercie le Secrétaire général de ses rapports détaillés sur la question à l'examen aujourd'hui (A/76/405 et A/77/358).

Le Groupe déplore que le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis depuis plus de 60 ans reste pleinement en vigueur et continue d'être appliqué. À cet égard, nous voudrions rappeler ici les mesures positives prises par le Gouvernement des États-Unis entre 2015 et 2016. Bien qu'elles ne soient pas suffisantes pour mettre véritablement fin aux effets du blocus, elles vont dans la bonne direction. Nous déplorons la politique mise en place par la dernière Administration des États-Unis visant à renforcer le blocus imposé à Cuba, qui reste en vigueur malgré le changement d'Administration et qui, selon nous, constitue un obstacle au processus de normalisation des relations entre les deux pays. Nous sommes vivement préoccupés par l'amplification du caractère extraterritorial du blocus imposé à Cuba, notamment la pleine application du titre III de la loi Helms-Burton et l'inscription injuste de Cuba sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme. Nous rejetons le renforcement par le Gouvernement des États-Unis des mesures financières qu'il a adoptées en vue de durcir le blocus.

Le Groupe des 77 et de la Chine réaffirme son attachement à l'esprit de la Charte des Nations Unies et aux buts et principes qui y sont énoncés, en particulier les principes de l'égalité souveraine des États, de la non-intervention et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, ainsi que de la liberté du commerce et de la navigation internationales. Nous estimons qu'il est du devoir et de la responsabilité de tous les États Membres de respecter strictement ces principes et qu'il convient d'abroger immédiatement toute politique ou mesure qui y déroge, dans le cas présent les sanctions économiques, commerciales et financières unilatérales contre Cuba.

Le Groupe des 77 et de la Chine est extrêmement préoccupé par les effets néfastes que le blocus imposé par les États-Unis depuis plus de 60 ans a sur Cuba et son peuple. Entre août 2021 et février 2022, Cuba a perdu plus de 3,8 milliards de dollars à cause du blocus. Les investissements étrangers limités et l'accès laborieux aux crédits au développement se traduisent directement par des difficultés économiques et des souffrances humanitaires pour la population cubaine. Le blocus a aussi entravé sérieusement les réformes socioéconomiques du pays. Nous craignons que, si les sanctions économiques sont maintenues, le potentiel de développement de Cuba, sur les plans économique et humain, soit injustement compromis et qu'il s'avère impossible pour Cuba d'avancer véritablement sur la voie du développement durable envisagé dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, que les États Membres se sont engagés à appuyer.

Depuis de nombreuses décennies, Cuba apporte une contribution considérable et constante à la communauté internationale, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud. L'aide qu'elle a fournie à d'autres pays dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) illustre parfaitement la coopération Sud-Sud. Nous, membres du Groupe des 77 et de la Chine, réaffirmons notre soutien au projet de résolution A/77/L.5, et renouvelons notre appel à la levée du blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis. L'urgence et la nécessité de lever le blocus apparaissent de plus en plus clairement, surtout quand on sait que c'est la trentième fois que l'Assemblée générale adopte une résolution pour en demander la levée. Nous appelons par conséquent la communauté internationale à intensifier ses efforts en faveur de la levée du blocus, non seulement pour améliorer les perspectives de Cuba, mais aussi pour aider tous les membres de la communauté internationale à réaliser pleinement leur développement socioéconomique.

M. Smith (Bahamas) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole devant l'Assemblée générale au nom des 14 États membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) sur le point 36 de l'ordre du jour, intitulé « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique ».

La Communauté des Caraïbes s'associe aux déclarations faites par le représentant du Pakistan, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, et la représentante de l'Argentine, au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'à la déclaration qui sera

prononcée par le représentant de l'Azerbaïdjan au nom du Mouvement des pays non alignés.

Je tiens à saluer la présence aujourd'hui dans la salle de l'Assemblée générale de S. E. M. Bruno Rodríguez Parrilla, Ministre des relations extérieures de la République de Cuba.

Nous sommes de retour dans cette salle pour réaffirmer une fois de plus les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, notamment le respect de la souveraineté, la non-ingérence, le règlement pacifique des différends et le maintien de relations amicales entre les États. Nous réaffirmons également qu'il n'y a pas d'exception pour les violations du droit international. L'embargo économique, commercial et financier unilatéral imposé par les États-Unis d'Amérique à Cuba constitue une violation manifeste de la Charte et du droit international. L'application extraterritoriale des lois d'États tiers est contraire à la lettre et à l'esprit des dispositions de la Charte et ignore les principes du multilatéralisme auxquels nous sommes tous attachés. C'est pour ces raisons que depuis plus de trois décennies, l'Assemblée générale demande systématiquement, à une écrasante majorité, la levée de l'embargo économique, commercial et financier unilatéral imposé à Cuba. Pourtant, l'embargo persiste, au mépris du droit international et de 29 résolutions de l'Assemblée générale.

La CARICOM déplore vivement le maintien de l'embargo et redit sa préoccupation concernant les graves conséquences économiques de ces mesures sur le développement socioéconomique de Cuba et sur les moyens de subsistance et le bien-être du peuple cubain. Comme elle l'a toujours fait, la CARICOM s'associe donc une fois de plus aujourd'hui à l'appel en faveur de la levée immédiate de l'embargo. Elle condamne également l'inscription injustifiée de Cuba sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme, une mesure qui ne fait qu'aggraver les conséquences inhumaines de l'embargo. Cuba est aux prises avec les crises énergétique, alimentaire et financière mondiales, les effets persistants de la pandémie, l'urgence climatique et les efforts de relèvement après la catastrophe causée par l'ouragan Ian. La multiplicité des crises auxquelles Cuba est confrontée, la pleine application de la loi Helms-Burton, y compris son titre III, l'inscription injustifiée de Cuba sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme et la campagne médiatique pernicieuse se sont conjuguées pour infliger un tribut dévastateur et inhumain à Cuba et à son peuple, au relèvement économique du pays et aux efforts qu'il déploie pour parvenir à son développement durable.

La CARICOM et Cuba ont un partenariat historique, vaste et solide fondé sur le respect mutuel, la solidarité et un engagement commun en faveur du développement et de la coopération dans les Caraïbes. Le mois prochain, la CARICOM et Cuba célébreront le cinquantième anniversaire de leurs relations diplomatiques, une étape importante dans nos relations fraternelles de longue date. En dépit des graves contraintes causées par l'embargo au cours des cinq dernières décennies, Cuba a énormément contribué au développement des Caraïbes. La CARICOM et Cuba continuent de coopérer dans des domaines tels que la santé, l'éducation, le commerce, la réduction des risques de catastrophe et les sports. Cuba a été le premier pays à déployer du personnel de santé dans plusieurs États membres de la CARICOM dès les premiers jours de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) afin de renforcer les systèmes de santé publique de la région, en plus du personnel de santé qui avait déjà été affecté aux pays membres de la région et qui joue un rôle permanent dans l'appui aux efforts que déploient nos pays pour améliorer l'accès aux soins de santé. Cuba a également octroyé de nombreuses bourses d'études de niveau tertiaire et professionnel, contribuant ainsi au développement des ressources humaines dans notre région.

Le partenariat étroit entre les pays de la CARICOM et Cuba est un modèle durable de ce que la coopération Sud-Sud peut apporter à la réalisation des objectifs de développement durable. La CARICOM exhorte les États-Unis à répondre à l'appel de l'Assemblée générale à la levée immédiate de l'embargo, qui est une condition préalable essentielle à la reprise du processus de normalisation des relations avec Cuba. Les États-Unis, la CARICOM et Cuba ont tous intérêt à ce que la paix règne aux Caraïbes, une paix fondée sur des relations pacifiques entre les États de la région, le respect mutuel et le respect du droit international. Les États membres de la CARICOM sont solidaires de Cuba et soutiendront le projet de résolution A/77/L.5.

M. Mahmoud (Égypte) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer cette déclaration sur le projet de résolution A/77/L.5, intitulé « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique », au nom des membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI).

Il est particulièrement inquiétant de constater que l'embargo économique, commercial et financier contre Cuba soit toujours en vigueur après six décennies. Nous soulignons que c'est la trentième fois que l'Assemblée

générale examine un projet de résolution annuel à ce sujet. Malgré le message dominant communiqué par l'Assemblée lors de nos précédentes rencontres, l'embargo n'a pas cessé mais est plus fort que jamais. Il touche non seulement le secteur commercial et les activités économiques nationales de Cuba, mais il a également des conséquences humanitaires désastreuses pour la population cubaine. Cette politique empêche par ailleurs d'autres pays d'investir à Cuba et d'établir des relations commerciales avec le pays en raison de ses effets extraterritoriaux.

Entre février 2020 et août 2021, l'embargo a causé plus de 3,8 milliards de dollars de pertes à Cuba, infligeant des dommages critiques à l'économie nationale cubaine dans un contexte mondial déjà difficile pour les pays en développement. En outre, l'efficacité avec laquelle Cuba est parvenue à contrer la propagation de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) risque d'être compromise. L'embargo a une incidence profonde sur le système de santé national, qui s'illustre par les difficultés qu'éprouve l'industrie nationale à acquérir le matériel nécessaire pour préserver la nourriture et produire des médicaments et d'autres produits, compte tenu des restrictions imposées à Cuba qui lui interdisent d'acheter des marchandises contenant plus de 10 % de composants issus des États-Unis. La situation générale reste une source de profonde préoccupation.

Nous nous efforçons de travailler pour le bien de l'humanité et le bien-être de nos peuples. Nos dirigeants, ici à l'ONU, se sont accordés sur les objectifs de développement durable et se sont engagés à répondre aux aspirations de la communauté internationale pour faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte. À cet égard, l'embargo contre Cuba empêche son peuple de réaliser les objectifs de développement durable et va à l'encontre de notre engagement à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'OCI se joint donc à l'appel de l'immense majorité à mettre fin à l'embargo contre Cuba. Les États membres de l'OCI appuient le projet de résolution A/77/L.5 et appellent les États Membres à voter pour, comme ils l'ont fait les années précédentes.

M^{me} Tesfamariam (Érythrée) (*parle en anglais*) : L'État d'Érythrée a l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies. Pour notre groupe, cet examen revêt une importance cruciale au regard de l'effort qui nous unit pour parvenir au strict respect des buts et principes de l'Organisation, qui sont consacrés par la Charte des Nations Unies.

Le blocus injuste et abusif contre Cuba constitue sans aucun doute l'une des violations les plus graves, prolongées et systématiques du droit international et de la Charte. Le 3 février, cette politique de siège, d'intimidation et de harcèlement a atteint le soixantième anniversaire de son entrée en vigueur, ce qui est inadmissible. Le blocus contre Cuba, en plus d'être moralement et politiquement honteux en ce qu'il vise à assujettir un petit pays pacifique et solidaire par des pressions extrêmes, transgresse les fondements mêmes de l'Organisation. C'est ce qui le rend illégal.

Aux termes de l'Article 1 de la Charte, l'un des buts des Nations Unies est de développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes. Or, le blocus ne porte pas seulement atteinte au droit des Cubains de mener leurs affaires de manière souveraine sans ingérence, mais il empêche également les autres États du monde de développer librement des liens commerciaux avec Cuba. Toute nation dans le monde, qu'elle soit riche ou pauvre, s'expose à des représailles de la part des autorités américaines si elle entretient des relations économiques avec Cuba. Le caractère punitif et extraterritorial du blocus a été renforcé d'une manière sans précédent à la suite de la pleine application du titre III de la loi Helms-Burton en mai 2019, qui a ouvert la possibilité d'engager des poursuites devant les tribunaux des États-Unis contre les entreprises internationales associées à des biens nationalisés par l'État cubain. Élément clef de l'objectif déclaré des Gouvernements successifs des États-Unis de saper le projet social issu de la révolution cubaine, le blocus menace l'indépendance politique de Cuba, ce qui est contraire à ce que prône l'Article 2 de la Charte en ce qui concerne les relations entre les États Membres de l'Organisation.

Le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba est probablement la situation qui a été la plus systématiquement et la plus fermement condamnée par la communauté internationale au fil des ans. À 29 reprises, l'Assemblée a adopté à une majorité écrasante une résolution demandant qu'il soit mis fin à cette politique. Malgré ce message sans équivoque émanant de l'organe le plus représentatif et le plus démocratique de l'ONU, les États-Unis ont continué à agir unilatéralement, en punissant le peuple cubain, en continuant d'imposer de lourdes barrières qui empêchent l'établissement de relations normales entre Cuba et les États-Unis et en entravant les relations de Cuba avec le reste du monde.

S'opposer à cette aggravation de la situation du peuple cubain n'est pas une question de sensibilités politiques ou idéologiques, mais plutôt de défense de la justice, du droit international et du sens élémentaire de l'humanité qui devrait prévaloir dans le monde. S'opposer au blocus imposé à Cuba, c'est agir au nom de centaines et de milliers de familles victimes d'une logique de domination impensable au XXI^e siècle. Année après année, les rapports du Secrétaire général présentés au titre de ce point de l'ordre du jour décrivent les conséquences nombreuses et douloureuses du blocus sur le peuple cubain. Ce sont les enfants et les jeunes qui en font les frais, et les mères et les personnes âgées qui vivent dans le dénuement et sont les premières victimes d'un blocus néfaste et inhumain imposé pour des raisons politiques.

L'Article 13 de la Charte des Nations Unies investit l'Assemblée, parmi ses fonctions et pouvoirs, de la promotion de la coopération internationale dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle, de l'éducation et de la santé publique. Le blocus imposé à Cuba constituant un obstacle majeur à la réalisation de cet objectif, ainsi qu'un obstacle à la consolidation de la précieuse contribution que Cuba pourrait apporter à la coopération internationale, l'Assemblée générale ne pourra s'acquitter de ses fonctions tant que cette politique néfaste ne sera pas abrogée.

Nous exprimons notre solidarité avec le peuple et le Gouvernement cubains. Nous exigeons la levée immédiate et inconditionnelle du blocus, et appelons tous les États Membres de l'Organisation à appuyer une nouvelle fois le projet de résolution A/77/L.5, qui sera présenté par la délégation cubaine.

M. Aliyev (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des 120 États membres du Mouvement des pays non alignés.

Nous tenons tout d'abord à souhaiter chaleureusement la bienvenue à S. E. M. Bruno Rodríguez Parrilla, Ministre des relations extérieures de la République de Cuba, à la présente séance. Nous remercions également le Secrétaire général de ses rapports sur cette question importante (A/76/405 et A/77/358).

Chaque année, depuis trois décennies, l'Assemblée générale n'a eu de cesse d'exprimer à une très large majorité son appui au peuple et au Gouvernement cubains, et sa solidarité avec eux, au travers de sa position de principe en faveur de la résolution appelant à la levée du blocus imposé à ce pays souverain par

les États-Unis d'Amérique. À la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, une majorité écrasante d'États Membres a voté pour la résolution 75/289. À cet égard, le Mouvement des pays non alignés réaffirme une nouvelle fois sa ferme opposition à la promulgation et à l'imposition de mesures coercitives unilatérales qui ne sont ni autorisées par les organes compétents de l'ONU, ni conformes aux principes du droit international énoncés dans la Charte des Nations Unies, étant donné leurs implications extraterritoriales et leur caractère illégal.

Le Mouvement des pays non alignés appelle régulièrement le Gouvernement des États-Unis à mettre fin au blocus économique, commercial et financier unilatéral qu'il fait peser illégalement sur Cuba depuis plus de six décennies maintenant. Imposé en violation du droit international, de la Charte des Nations Unies et des normes et principes régissant les relations entre les États, le blocus contrevient au droit de Cuba d'interagir sans restriction avec la communauté internationale.

Le Mouvement des pays non alignés a toujours maintenu sa position de principe consistant à rejeter les mesures coercitives unilatérales qui ne sont pas autorisées par les organes compétents de l'ONU, qui sont contraires aux principes du droit international énoncés dans la Charte des Nations Unies, qui enfreignent les principes fondamentaux du système commercial multilatéral ou qui sont utilisées pour exercer des pressions politiques ou économiques et financières sur des États, en particulier les pays en développement. Cette position a été réaffirmée à la dix-huitième Conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Bakou.

Le blocus imposé à Cuba est un parfait exemple des effets néfastes des mesures coercitives unilatérales sur le bien-être des populations concernées, en les empêchant, entre autres, de jouir totalement de leurs droits humains et de les exercer pleinement, y compris le droit au développement. Les cinq dernières années ont été marquées par une agressivité croissante et systématique de la politique menée par les États-Unis contre Cuba et contre les États qui entretiennent ou tentent d'établir des relations économiques, commerciales et financières avec Cuba. Plus de 240 mesures ont été mises en œuvre sous la précédente Administration des États-Unis, dont plus de 50 ont été adoptées rien qu'en 2020, en pleine pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La majorité de ces mesures supplémentaires sont toujours en vigueur aujourd'hui.

Les dommages directs et indirects que le blocus a infligés à Cuba sont énormes. Il porte atteinte à tous les secteurs clés de l'économie cubaine, y compris la santé publique, la nutrition et l'agriculture, ainsi que le commerce, l'investissement, le tourisme et les banques. Le secteur bancaire a été particulièrement touché, notamment depuis le dernier examen de ce point de l'ordre du jour. La persécution des opérations financières cubaines avec des pays tiers, qui a un effet dissuasif notable en termes économiques, se poursuit. Les pertes économiques subies par Cuba entre août 2021 et février 2022 du fait de ces pénalités s'élèvent à 260,8 millions de dollars. Cuba n'a pas non plus accès aux marchés, à l'aide internationale des institutions financières internationales, ni aux transferts de technologie, ce qui entrave considérablement le développement socioéconomique du pays. De plus, le blocus est le principal obstacle à un meilleur accès à Internet, aux contacts entre les personnes et au développement des relations culturelles, sportives et scientifiques.

Le Mouvement des pays non-alignés réaffirme que le maintien du blocus est totalement injustifié et ne correspond pas à l'esprit de notre époque. Il va également à l'encontre des efforts déployés par Cuba pour parvenir à un développement durable, y compris la réalisation des objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le Mouvement exprime sa profonde préoccupation face à l'expansion du caractère extraterritorial du blocus imposé à Cuba, notamment par l'application intégrale du titre III de la loi Helms-Burton. Nous rejetons également l'application des mesures financières adoptées par le Gouvernement des États-Unis pour durcir le blocus, qui ont fait subir au peuple cubain des pertes économiques se chiffrant à 1 390 milliards de dollars, si l'on tient compte de la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport au prix de l'or sur le marché international. En prix constants, durant toutes ces années, le blocus a coûté plus de 154 milliards de dollars. Il est à noter que, pour les seuls 14 premiers mois de l'actuelle Administration des États-Unis, le montant des préjudices subis se chiffre à plus de 6,3 milliards de dollars, soit plus de 454 millions de dollars par mois, et donc plus de 15 millions de dollars par jour.

Le Mouvement des pays non alignés estime que la décision du Gouvernement des États-Unis de durcir le blocus imposé à Cuba, en juin 2017, a infligé un grave revers au processus de normalisation des relations bilatérales entre les deux pays. Par ailleurs, il condamne

fermement l'inscription, annoncée le 11 janvier 2021, de la République de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme, qui est établie de façon unilatérale par le Département d'État des États-Unis d'Amérique. Le Mouvement rejette la politisation de la lutte contre le terrorisme, y compris l'adoption unilatérale de listes accusant des États et leurs institutions légitimes de soutenir le terrorisme, et rejette par conséquent l'accusation infondée selon laquelle Cuba soutiendrait le terrorisme. Il espère vivement que l'actuelle Administration des États-Unis fera le nécessaire pour annuler ces mesures irréflechies et œuvrer plutôt à la normalisation des relations.

Le fait que 184 États Membres aient voté pour la résolution 75/289 montre bien que la communauté internationale est unanime pour exiger la fin d'un blocus vieux de 61 ans et le plein respect des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et des normes du droit international, s'agissant notamment du respect mutuel et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États. À l'heure actuelle, plus de 190 nations entretiennent des relations économiques et politiques avec Cuba, tandis que les États-Unis restent seuls avec leur politique de sanctions économiques illégales et injustifiées. Par conséquent, les États membres du Mouvement des pays non alignés exhortent une fois de plus le Gouvernement des États-Unis à se plier à la volonté de la majorité écrasante de la communauté internationale et à rectifier ses politiques stériles en se conformant pleinement à toutes les résolutions de l'Assemblée générale qui appellent à la levée immédiate et complète du blocus imposé à Cuba.

Pour terminer, le Mouvement des pays non alignés, tout en exprimant à nouveau son engagement à promouvoir, préserver et renforcer le multilatéralisme, réaffirme que le plein respect des buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, en particulier ceux qui concernent l'égalité souveraine, la non-ingérence et la non-intervention, est essentiel au maintien de la paix et de la sécurité internationales. La communauté internationale doit donc continuer de travailler de concert à la levée du blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis, compte tenu, entre autres, de son caractère illégal et de ses implications extraterritoriales.

M. Afonso (Mozambique) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom du Groupe des États d'Afrique sur le point de l'ordre du jour intitulé « Nécessité de lever le blocus économique,

commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique ».

Cette question revêt toujours la plus grande importance et reste un motif de vive préoccupation pour le Groupe des États d'Afrique, et pour l'Afrique dans son ensemble. Pour la treizième fois, à la trente-cinquième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenue en février, nos chefs d'État et de gouvernement ont appelé à la levée des sanctions imposées au peuple et au Gouvernement cubains. Le Groupe des États d'Afrique réaffirme que les sanctions illégales, en particulier l'application du titre III de la loi Helms-Burton, sont les principaux obstacles qui entravent la réalisation par Cuba du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'Afrique n'en finit pas de s'inquiéter du dilemme de Cuba, compte tenu de l'importance qu'elle attache à la concrétisation des objectifs du Programme 2030. Il est manifeste qu'au fil des décennies, en tant que membre responsable de la communauté internationale, Cuba a multiplié les contributions concrètes au profit de l'Afrique et de bien d'autres États et peuples du monde.

En outre, l'adoption du projet de résolution annuel sur la levée du blocus imposé à Cuba par les États-Unis constitue un appel à tous les pays, depuis bientôt 30 ans, et le Groupe des États d'Afrique continuera de réaffirmer son appui sans réserve à ce texte. Le Groupe des États d'Afrique tient à exprimer son regret concernant le récent refroidissement des relations entre Cuba et les États-Unis, et nous appelons le Gouvernement des États-Unis à s'efforcer de rétablir des rapports positifs et à lever ce blocus imposé de longue date au peuple et au Gouvernement cubains. Le Groupe des États d'Afrique réaffirme qu'il maintiendra fermement sa position de principe en solidarité totale avec Cuba, son peuple et son gouvernement, tout en appelant à la levée immédiate de ce blocus économique, commercial et financier.

M. de la Fuente Ramírez (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je salue la présence dans cette salle du Ministre cubain des relations extérieures, M. Bruno Rodríguez Parrilla.

Le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis depuis près de six décennies et le mépris persistant des résolutions de l'Assemblée générale par un membre permanent du Conseil de sécurité, investi à ce titre d'une responsabilité particulière quant à la défense des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies, sont tout simplement inacceptables au regard du droit international et des

préceptes constitutionnels de la politique étrangère mexicaine. La Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies nous permet d'examiner la situation inscrite à l'ordre du jour de la présente séance sur la base suivante : premièrement, l'autodétermination des peuples ; deuxièmement, le devoir de ne pas intervenir dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un État ; troisièmement, le devoir des États de coopérer les uns avec les autres.

Dans ce cadre normatif, la Déclaration dispose que :

« Aucun État ne peut appliquer ni encourager l'usage de mesures économiques, politiques ou de toute autre nature pour contraindre un autre État à subordonner l'exercice de ses droits souverains et pour obtenir de lui des avantages de quelque ordre que ce soit ».

Par conséquent, toute mesure unilatérale visant à exercer une pression politique pour, de l'extérieur, influencer sur les décisions internes d'un autre État contrevient aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et à l'obligation de coopérer et d'entretenir des relations amicales avec les autres États.

Le Mexique condamne avec la plus grande fermeté le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba depuis près de 60 ans, ainsi que la décision d'appliquer le titre III de la Loi de 1996 pour la liberté et la solidarité démocratique à Cuba, également appelée loi Helms-Burton, qui porte atteinte non seulement à la souveraineté du peuple cubain mais également aux droits de pays tiers.

Dans le contexte de la grave crise sanitaire provoquée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et des catastrophes naturelles résultant de l'ouragan Ian, nous avons pu voir à quel point le blocus a entravé la livraison de fournitures médicales pour répondre à la pandémie, ainsi que celle de nourriture pour le peuple cubain. Affamer la population civile est un autre comportement interdit par le droit international humanitaire, encore plus en temps de paix, et a fortiori alors que les États-Unis et Cuba ont rétabli leurs relations diplomatiques, lesquelles sont régies par la Charte des Nations Unies.

Le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies réserve au Conseil de sécurité le pouvoir exclusif d'imposer des mesures coercitives pour rétablir ou maintenir la paix et la sécurité internationales. Mon pays soutient

qu'il ne doit y avoir aucune sanction, quelle qu'elle soit, autre que celles que le Conseil de sécurité décide d'adopter.

En plus de ce qui précède, Cuba a été réinscrit, en janvier 2021, sur la liste des pays qui parrainent le terrorisme établie par les États-Unis, ce qui, au-delà d'un non-sens évident, constitue une nouvelle tentative de nuire au Gouvernement et au peuple cubains en bloquant les opérations financières et autres transactions du pays. Nous rappelons que l'une des justifications avancées pour la réinscription de Cuba sur la liste des sanctions américaines était que, afin de promouvoir le dialogue de paix en Colombie, Cuba avait accueilli des membres de l'Armée de libération nationale. À ce titre, il convient de noter qu'il y a quelques jours, le Conseil de sécurité a salué l'annonce de la reprise du dialogue entre le Gouvernement colombien et l'Armée de libération nationale. Là encore, seul le Conseil de sécurité peut prendre des décisions concernant les groupes ou entités qui pratiquent ou encouragent le terrorisme.

On peut en conclure que les mesures appliquées par les États-Unis contre Cuba sont en violation du droit international et engagent leur responsabilité internationale. Les États-Unis doivent mettre fin à ces mesures, réparer les préjudices et offrir des garanties de non-répétition, comme le prévoit le droit international. Pour sa part, l'Assemblée générale doit exiger que les États-Unis mettent immédiatement fin au blocus économique et financier qu'ils imposent à Cuba.

M. Pérez Ayestarán (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : La République bolivarienne du Venezuela vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance plénière pour aborder une question à laquelle notre délégation attache une importance toute particulière. Nous remercions également le Secrétaire général de la présentation de ses derniers rapports sur la question dont nous sommes saisis aujourd'hui (A/76/405 et A/77/358).

Nous transmettons également nos salutations les plus chaleureuses à S. E. M. Bruno Rodríguez Parrilla, Ministre cubain des relations extérieures, qui participe à notre séance aujourd'hui. Notre délégation s'associe par ailleurs aux déclarations faites par les représentants du Pakistan, de l'Azerbaïdjan, de l'Argentine et de l'Érythrée au nom du Groupe des 77 et de la Chine, du Mouvement des pays non alignés, de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes et du Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies, respectivement.

Depuis 30 années consécutives, l'Assemblée générale, l'organe le plus représentatif de l'Organisation des Nations Unies, lance un appel quasi universel à la levée du blocus économique, commercial et financier auquel la République sœur de Cuba fait face depuis plus de 60 ans avec beaucoup de bravoure, de conscience et un sentiment d'unité patriotique. Il s'agit d'un blocus illégal, car il viole toutes les règles du droit international et les principes consacrés par la Charte fondatrice des Nations Unies. Il s'agit d'un blocus criminel, parce qu'il inflige la mort, la douleur et des souffrances sans discrimination à tout un peuple. Il s'agit d'un blocus inhumain, car il viole délibérément et systématiquement les droits de l'homme de plus de 11 millions de Cubaines et de Cubains, et représente aujourd'hui le principal obstacle à l'exercice de leur droit inaliénable au développement. Il s'agit d'un châtement collectif dont les effets pernicioeux constituent clairement des crimes contre l'humanité. Il s'agit d'un blocus qui participe d'une agression économique dans le cadre d'une politique de pression maximale, et qui, comme on le sait car cela a été amplement démontré, a des effets destructeurs et meurtriers, similaires à ceux produits par les guerres conventionnelles. Il s'agit également d'une politique de terrorisme économique qui, en raison de son extraterritorialité, touche tout pays ou toute entité qui entend maintenir, de manière légale et souveraine, des relations économiques, commerciales ou financières avec la République sœur de Cuba.

En revanche, et malgré les affirmations du Gouvernement des États-Unis pour justifier son agression, il ne s'agit pas d'une question bilatérale ou d'un embargo visant uniquement Cuba. Le fait est qu'il s'agit d'une politique qui touche l'ensemble de la communauté internationale, en violation des normes du droit international et même du système commercial multilatéral lui-même. Plus grave encore, il s'agit d'un blocus qui a été renforcé ces dernières années, suite à l'activation du titre III de la loi Helms-Burton et à l'inscription arbitraire de Cuba sur une liste unilatérale en tant que promoteur présumé du terrorisme, et dont les effets ont été exacerbés de manière choquante alors que le monde était confronté aux moments les plus difficiles de la pire pandémie de ces 100 dernières années. Cela prouve que le Gouvernement des États-Unis est lui-même devenu un promoteur du terrorisme économique en confirmant sa détermination à utiliser la pandémie comme une arme de guerre pour faire avancer ses intérêts nationaux étriés et ses ambitions de domination néocoloniale.

Nonobstant ce qui précède, la politique impériale des États-Unis n'a pas atteint et n'atteindra jamais ses objectifs à Cuba, pays socialiste et révolutionnaire, car le peuple de ce pays frère est déterminé à exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à définir librement et en toute souveraineté son système politique, économique, social et culturel. Nonobstant ce qui précède, Cuba continue aujourd'hui à renouveler sa vocation humaniste et son esprit de coopération et de solidarité, en fournissant de manière désintéressée à de nombreux pays un appui et une assistance technique dans divers domaines, notamment l'éducation et les sports. Mais le plus remarquable, ces derniers mois, a sans doute été la contribution du peuple cubain dans le domaine de la santé. On ne saurait oublier qu'il y a moins de deux ans, alors que l'humanité était confrontée au pire de la crise causée par la maladie à coronavirus (COVID-19), des dizaines de brigades médicales cubaines ont été déployées dans plus de 35 pays d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes, du Moyen-Orient et d'Europe pour sauver la vie de millions de personnes. On ne saurait non plus oublier comment, sur la base de ses seuls efforts et malgré les difficultés engendrées par ce blocus criminel, Cuba est parvenue à mettre au point cinq vaccins contre la COVID-19. Nous nous devons de souligner cette réalisation, qui restera à jamais gravée dans l'histoire de l'humanité.

Tandis que les États-Unis affectaient des milliers de fonctionnaires pour extorquer de l'argent à des dizaines de pays en proie à la maladie et à la souffrance, Cuba pouvait compter sur des milliers de médecins et de chercheurs pour défendre le droit à la santé et à la vie de nos peuples. Il convient de se poser les questions suivantes : quelles autres contributions Cuba pourrait-elle nous apporter ? Dans quelle mesure pourrait-elle développer sa coopération internationale si tous les obstacles qui lui ont été imposés illégalement et arbitrairement il y a 60 ans étaient levés et si elle pouvait ainsi tirer pleinement parti de ses capacités et de son potentiel ? Aujourd'hui, plus que jamais, compte tenu de la situation internationale actuelle, nous devons dire haut et fort que le monde n'a plus besoin de blocus ni d'unilatéralisme. Ce n'est que par une action concertée, dans le cadre d'un multilatéralisme redynamisé et véritablement inclusif, fondé sur la tolérance et le respect mutuels, que nous pourrions surmonter ensemble les défis majeurs et urgents qui attendent l'humanité.

La politique obsolète d'asphyxie imposée par les États-Unis à Cuba au travers de leur blocus illégal représente le système de mesures coercitives unilatérales le plus

injuste, le plus draconien et le plus long jamais imposé à un quelconque pays dans l'histoire moderne, avec un coût humain incommensurable pour la population de ce pays frère. Il s'agit d'un crime qui nous touche toutes et tous de la même manière, dans la mesure où il constitue un déni de la diversité politique, économique et culturelle du monde et de notre droit à la souveraineté nationale. Plus grave encore, il s'agit d'une attaque contre l'ensemble du système des relations internationales et d'une tentative de soumettre les droits de dizaines de pays à la puissance nationale de Washington. L'agression économique fondée sur l'application illégale de mesures coercitives unilatérales semble être devenue l'outil privilégié du Gouvernement des États-Unis pour amplifier sa guerre perpétuelle contre plus d'un tiers de l'humanité. C'est pourquoi, depuis cette tribune, nous appelons à exiger du Gouvernement américain qu'il respecte la Charte des Nations Unies et la légalité internationale et qu'il mette fin à toutes les mesures qui menacent la paix et la sécurité internationales, y compris l'imposition criminelle de blocus et d'autres mesures arbitraires et unilatérales.

Le moment est venu d'entendre la clameur d'une immense majorité qui exige à l'unisson la cessation immédiate et définitive de tous les régimes anachroniques de sanctions et de blocus, y compris l'embargo imposé à Cuba. Il est temps de mettre fin aux deux poids, deux mesures dans l'application de la justice internationale, la promotion de l'état de droit et la protection des droits humains. Nous ne devons pas continuer à tolérer les violations qui ont été commises – jusqu'à présent en toute impunité – par un régime qui, par son attitude méprisante à l'égard de l'opinion mondiale, est devenu l'État le plus isolé au monde, violations dont les conséquences sont préjudiciables au bien-être de nos peuples et à leur droit de vivre en paix.

Demain, lorsque le projet de résolution A/77/L.5 sera présenté pour examen, ma délégation ne pourra pas voter pour le texte, précisément en raison d'un blocus criminel que les États-Unis ont illégalement imposé au Venezuela. Cependant, nous appuyons fermement le projet de résolution et concluons notre déclaration en appelant à un soutien massif en sa faveur. Un vote pour ce document est un vote pour l'indépendance de Cuba et un vote pour le droit international et le multilatéralisme. Enfin, et surtout, c'est un vote pour la fin des prétentions néocoloniales à la domination et à l'oppression, fondées sur des blocus et des sanctions unilatérales, qui n'ont aucune justification au XXI^e siècle et resteront donc voués à l'échec. Nous disons oui à Cuba et non au blocus.

M^{me} Espinoza Madrid (Honduras) (*parle en espagnol*) : Ma délégation s'associe aux déclarations prononcées par le représentant de l'Azerbaïdjan, au nom du Mouvement des pays non alignés, la représentante de l'Argentine, au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, la représentante de la République dominicaine, au nom du Système d'intégration de l'Amérique centrale, et le représentant du Pakistan, au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

Mon pays salue et apprécie la présence de S. E. M. Bruno Rodríguez Parrilla, Ministre des relations extérieures de la République sœur de Cuba, dans la salle de l'Assemblée, où nous défendons le droit à la paix et à la dignité de tous ses membres. Il y a 77 ans, l'Organisation a été créée pour maintenir la paix dans le monde, trouver des solutions aux différends, et respecter et promouvoir les droits humains. Nous voulions créer un ordre nouveau : un monde libre. Cependant, nous semblons avoir oublié les enseignements de l'histoire. Comme l'a dit S. E. M^{me} Xiomara Castro Sarmiento, Présidente du Honduras, dans son allocution lors du débat général de la présente session,

« Aujourd'hui, alors que la guerre punit de nouveau les plus pauvres du monde et que nos pays sont envahis, nous appelons à un retour au respect de l'autodétermination des peuples et au rejet du blocus abominable dont est victime le peuple de la République de Cuba, pays frère » (A/77/PV.5, p.3).

Le 7 février de cette année a marqué le soixantième anniversaire du blocus économique, commercial et financier imposé à la République de Cuba. Et depuis 30 ans, nous nous réunissons ici à l'Assemblée générale pour condamner presque universellement un embargo qui restreint le développement socioéconomique du peuple cubain. Le Honduras déplore le fait que le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba demeure pleinement en vigueur et continue d'être renforcé. Le moment est venu de mener un débat souverain sur la manière dont nous voulons nous inscrire dans un nouvel ordre mondial décolonisé, multipolaire, antiraciste, antifasciste, antipatriarcal, féministe et profondément humain.

Depuis 30 ans, nous sommes ignorés. C'est pourquoi nous redisons aujourd'hui notre inquiétude face à l'amplification du caractère extraterritorial de l'embargo imposé à Cuba et d'autres mesures, telles que l'inscription de Cuba sur des Listes de sanctions, ce qui a des conséquences graves pour le peuple cubain. Le blocus constitue une violation des droits des Cubaines

et des Cubains, étant donné qu'il touche la population cubaine non seulement sur le plan économique, mais aussi dans d'autres aspects de son bien-être, comme la santé publique. Le monde entier a connu des années difficiles en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). En tant que pays souverains, chacun a géré différemment la situation, mais nous nous sommes également souvenus que la solidarité était une composante essentielle d'un monde humaniste. Malgré la lutte qu'elle mène contre le blocus, Cuba apporte une contribution importante, continue et solidaire à la communauté internationale, notamment par une assistance technique chaque fois que nous en avons besoin, en particulier dans les domaines de la santé, des catastrophes naturelles et des bourses d'études, ainsi que par une coopération dans les domaines du sport et de la culture. En octobre, dans le cadre des relations d'amitié et de coopération qu'il entretient avec le peuple frère de Cuba, le Gouvernement hondurien a finalisé trois accords, dans les domaines de l'éducation, du sport et de la réglementation sanitaire.

Nous réaffirmons notre attachement à la lettre et à l'esprit de la Charte des Nations Unies, en particulier les principes de l'égalité souveraine des États, de la non-ingérence et de la non-intervention dans leurs affaires intérieures, ainsi que de la liberté de la navigation et des échanges internationaux. Nous estimons qu'il est du devoir et de la responsabilité de chaque État Membre d'adhérer strictement à ces principes fondamentaux. Mon gouvernement est d'avis que toute politique ou action qui ne respecte pas ces principes, en l'occurrence, les sanctions économiques unilatérales imposées à Cuba, doit être abrogée. Nous appelons la communauté internationale à intensifier ses efforts en faveur de la levée du blocus. Comme le disait José Francisco Morazán Quesada, grand syndicaliste d'Amérique centrale :

« Je m'adresse à ces hommes qui ont bafoué les droits les plus sacrés du peuple pour servir leurs propres intérêts sordides et mesquins : la grandeur d'un peuple ne se mesure pas à la taille de son territoire, mais à la dignité et à l'honneur de ses enfants ».

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous nous félicitons de la participation de M. Bruno Rodríguez Parrilla, Ministre cubain des relations extérieures, à notre séance de ce matin.

Ma délégation s'associe à la déclaration faite par la représentante de l'Érythrée au nom du Groupe des

Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies. Je voudrais formuler les observations suivantes à titre national.

La Russie, tout comme l'écrasante majorité des membres de la communauté internationale, s'est toujours prononcée fermement et invariablement en faveur de la levée immédiate du blocus illégitime imposé à Cuba. Nous exprimons notre rejet catégorique de la politique de sanctions anticubaines des États-Unis. Bien qu'il s'agisse d'une violation flagrante, longue de plusieurs décennies, du droit international, principalement de la Charte des Nations Unies, à l'égard d'un État Membre spécifique de l'Organisation, nous ne pouvons que constater la tendance manifeste à transformer cette pratique en une stratégie illégale visant à persécuter et à supprimer les gouvernements indésirables dans le monde entier.

Washington tente de donner à la célèbre doctrine Monroe une portée mondiale et à faire des sanctions unilatérales illégales un outil de coercition pour les dissidents qui refusent de se plier à ses exigences. Cuba illustre parfaitement le caractère pervers de cette pratique pernicieuse, utilisée par les États-Unis dans le seul but de poursuivre leurs objectifs opportunistes, égoïstes et égoïstes, au mépris total non seulement des réalités géopolitiques mais aussi des principes moraux élémentaires. Un exemple récent est la décision prise par Washington, en septembre, de proroger d'un an sa législation sur les sanctions anticubaines. Pour nous, cette pratique illégale n'est rien de moins qu'un défi à l'ensemble du système des relations internationales, qui sape les fondements de la stabilité mondiale et régionale, et une tentative de faire passer de telles restrictions pour une norme des relations interétatiques. Il s'agit, en substance, de terrorisme économique. Nous estimons que le Secrétaire général, dont l'une des responsabilités est de promouvoir la mise en œuvre des décisions de l'Assemblée générale, doit accorder une attention particulière à cette question.

Un exemple patent de la politique discriminatoire des États-Unis est l'inscription de Cuba, en janvier 2021, sur leur liste des États qui soutiennent le terrorisme. Au-delà de l'absurdité de cette décision, celle-ci a eu des répercussions catastrophiques sur le développement socioéconomique de l'île et a entraîné de graves conséquences humanitaires pour l'ensemble du peuple cubain. Elle est également en contradiction directe avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, que les États-Unis ont adopté, avec tous les autres pays. Nous exhortons les autorités américaines à revenir

sur cette décision, d'autant plus que les États-Unis n'ont aucun motif formel de maintenir Cuba sur cette liste. Le maintien de mesures restrictives à l'encontre de Cuba, à un moment où le monde est confronté à des crises énergétique et alimentaire, aggravées par les conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et du récent ouragan Ian, n'est rien de moins qu'une démonstration d'inhumanité et de cynisme. Les pertes colossales que le blocus américain en cours fait subir à l'économie cubaine sont évidentes. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : au cours des 14 premiers mois de l'Administration du Président Biden, de janvier 2021 à février 2022, le préjudice total causé par les mesures de sanctions anticubaines s'est élevé à 6,3 milliards de dollars, soit plus de 15 millions de dollars par jour.

Dans le même temps, les pertes imputables au blocus imposé par les États-Unis ont augmenté à un rythme record entre août 2021 et février 2022, atteignant 3,8 milliards de dollars en six mois. En octobre 2022, les pertes totales subies par l'économie cubaine depuis le début du blocus s'élevaient à 154,2 milliards de dollars. Compte tenu de la dépréciation du dollar par rapport à la valeur de l'or, cela représente aujourd'hui 1 390 milliards de dollars. Il convient de noter que, durant la pandémie de COVID-19, Washington a refusé d'approuver des dérogations aux sanctions contre Cuba, empêchant La Havane de se procurer des vaccins, de l'oxygène médical, des respirateurs et d'autres produits vitaux. Une fois de plus, le peuple cubain a fait preuve d'une résistance héroïque en mettant au point son propre vaccin. Dans ce contexte, les assurances des États-Unis selon lesquelles toutes les mesures restrictives visent exclusivement les dirigeants cubains sont particulièrement hypocrites, dans la mesure où les véritables victimes de la politique arbitraire de la Maison Blanche sont les services essentiels sur l'île et, partant, les citoyens cubains eux-mêmes, dont les droits sont prétendument très importants pour leur voisin septentrional.

M. Wallace (Jamaïque), Vice-Président, assume la présidence.

Malgré tous ces défis, le Gouvernement cubain continue de mettre en œuvre de manière cohérente des mesures en faveur du développement socioéconomique du pays et de mener une politique étrangère indépendante en définissant ses propres approches en ce qui concerne les questions figurant à l'ordre du jour mondial. Tout en réaffirmant notre position de principe et notre solidarité avec le peuple cubain frère, nous appuierons une fois de plus sans réserve le projet de résolution exigeant la levée

du blocus sans condition préalable (A/77/L.5), guidés par les principes fondamentaux inscrits dans la Charte des Nations Unies concernant l'inadmissibilité de sanctions unilatérales, d'atteintes à la souveraineté nationale et de l'ingérence dans les affaires intérieures d'États souverains. Nous invitons tous les États Membres à appuyer cette résolution.

M. Dai Bing (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine salue la présence de M. Bruno Rodríguez Parrilla, Ministre cubain des relations extérieures, à la séance d'aujourd'hui.

Nous nous associons aux déclarations faites par le représentant du Pakistan, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, et par la représentante de l'Érythrée, au nom du Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue de sévir, tandis que les changements climatiques, les conflits géopolitiques et les crises alimentaires et énergétiques, entre autres défis, se télescopent, faisant obstacle à la reprise économique mondiale. En outre, les pays se heurtent à de graves difficultés dans leurs efforts pour atteindre les objectifs de développement durable dans les délais prévus. La communauté internationale doit défendre le concept d'une communauté de destin pour l'humanité, déployer des efforts concertés pour faire face aux crises et aux défis actuels et accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Cependant, les États-Unis continuent d'imposer à Cuba et à d'autres pays une série de mesures coercitives unilatérales, qui constituent une grave violation du consensus international atteint sur le Programme 2030. Celles-ci portent également gravement atteinte au droit à la survie et au développement de tous les peuples et vont à l'encontre de la tendance internationale au développement pacifique et à la coopération gagnant-gagnant. En outre, le blocus imposé par les États-Unis va à l'encontre des efforts de relèvement et de développement consentis par tous les pays et doit donc être levé immédiatement.

Pendant 29 années consécutives, depuis 1992, l'Assemblée générale a adopté à une majorité écrasante un projet de résolution annuel intitulé « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique », exhortant tous les pays à respecter la Charte des Nations Unies et les normes du droit international et à révoquer ou abroger toutes les lois ou mesures qui ont des effets extraterritoriaux et portent atteinte à la souveraineté

d'autres États et aux droits et intérêts légitimes d'entités ou de personnes relevant de leur juridiction ainsi qu'à la liberté de commerce et de navigation. C'est un appel juste lancé par la communauté internationale, qui doit être effectivement mis en œuvre.

Malheureusement, le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis ne s'est pas relâché et a, au contraire, continué à s'intensifier depuis le début de la pandémie. Les États-Unis ont imposé des dizaines de sanctions contre Cuba, en violation grave des buts et principes énoncés dans la Charte et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Le blocus restreint aussi gravement l'accès du peuple cubain aux médicaments, aux vaccins et aux fournitures nécessaires pour lutter contre la pandémie et s'en relever, et entrave sérieusement les efforts déployés par le peuple cubain pour atteindre les objectifs de développement durable, notamment l'élimination de la pauvreté, tout en compromettant gravement toute coopération normale économique, financière et de développement entre Cuba et les autres États Membres.

La communauté internationale doit condamner d'une seule voix de telles actions. Tous les pays du monde constituent une communauté qui partage un destin commun. Le dialogue entre égaux et les consultations amicales représentent la meilleure façon de régler les différends. L'unilatéralisme, le protectionnisme et l'intimidation ne servent finalement les intérêts de personne.

La Chine a toujours prôné le respect du droit des pays à choisir leur système social et leur mode de développement, la sauvegarde de l'ordre international fondé sur le droit international, la défense de la justice internationale et l'opposition au recours à des moyens militaires, politiques, économiques ou autres visant à imposer des mesures coercitives unilatérales contre un pays tiers. La Chine exhorte les États-Unis à lever immédiatement et complètement le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba et à instaurer des relations normales avec les autres États Membres, conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et aux normes fondamentales régissant les relations internationales, ce qui serait dans l'intérêt commun des peuples des deux pays et contribuerait à la paix et à la stabilité régionales. La Chine votera une fois de plus pour le projet de résolution qui sera présenté par Cuba au titre du point de l'ordre du jour à l'examen.

M. Pary Rodríguez (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : Je tiens à remercier le Président d'avoir convoqué la présente séance pour

la justice et la dignité du peuple cubain, représenté aujourd'hui par le Ministre des relations extérieures de la République sœur de Cuba, S. E. M. Bruno Rodríguez Parrilla, et l'ensemble de sa délégation, à qui je souhaite chaleureusement la bienvenue. Je remercie également le Secrétaire général de son rapport (A/77/358).

Ma délégation s'associe aux déclarations faites par les représentants de l'Azerbaïdjan, au nom du Mouvement des pays non alignés, du Pakistan, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, de l'Argentine, au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, et de l'Érythrée, au nom du Groupe des amis pour la défense de la Charte des Nations Unies.

L'un des débats les plus importants à l'ONU aujourd'hui porte sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable, en dépit des défis économiques majeurs auxquels nos peuples sont confrontés. Les effets de la crise multidimensionnelle que nous traversons exigent une réponse globale, et la coopération internationale joue un rôle central.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) nous a montré à quel point nous sommes fragiles mais, surtout, elle a mis en exergue l'interdépendance de la communauté internationale. Cependant, cela n'a entraîné aucune modification des conditions du blocus commercial inhumain imposé illégalement à Cuba par le Gouvernement des États-Unis, qui depuis 60 ans viole les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies ainsi que les droits économiques et sociaux du peuple cubain. Ce blocus inhumain engendre des souffrances et constitue une violation massive, flagrante et systématique des droits humains. En vertu des traités internationaux, ce blocus peut être qualifié d'acte de génocide et de guerre économique, car il nuit profondément aux secteurs de la construction, du tourisme, des transports, de l'aéronautique civile et de l'industrie sucrière.

Pour la Bolivie, le peuple cubain est solidaire de la cause des peuples, un peuple épris de paix et respectueux du droit international. Nous nous joignons donc une fois de plus à la communauté internationale pour condamner et rejeter, de la manière la plus catégorique, le blocus économique, commercial et financier unilatéral, immoral et criminel imposé par les États-Unis d'Amérique à la République sœur de Cuba, depuis plus d'un demi-siècle.

Le blocus contre Cuba est injuste. Les poursuites engagées au titre de la loi dite Helms-Burton entraînent la persécution des entreprises, des navires

et des compagnies maritimes qui approvisionnent le pays en carburant. Par conséquent, le blocus porte non seulement atteinte au droit à l'autodétermination du peuple cubain et aux efforts déployés par son gouvernement pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, mais il revêt aussi un caractère extraterritorial agressif et constitue une violation du droit international. Concrètement, nous sommes face à une menace pour le multilatéralisme et à une transgression des règles du commerce international et de la liberté de navigation.

De même, nous regrettons vivement que le Département d'État maintienne Cuba sur sa liste des États qui parrainent le terrorisme, car cela accentue les effets dissuasifs et d'intimidation suscités par le blocus, empêchant ainsi Cuba de participer au commerce international et de réaliser des opérations financières. Les conséquences humaines sont incalculables pour le peuple cubain et l'économie du pays.

L'adoption et l'application de mesures coercitives unilatérales comme outil de coercition politique et économique portent atteinte au plein exercice de tous les droits humains et à l'indépendance, à la souveraineté et au droit à l'autodétermination des peuples.

Depuis 30 ans, l'Assemblée générale adopte résolution après résolution exigeant des gouvernements successifs des États-Unis qu'ils mettent fin, sans condition, à leur politique de blocus contre Cuba. Le non-respect de ces résolutions démontre que certains pays ont profité de la création de l'Organisation pour s'octroyer le privilège spécial de ne pas respecter les décisions qui ne leur conviennent pas.

Dans ce contexte, la Bolivie appuie une fois de plus le projet de résolution dont est saisie l'Assemblée, car non seulement nous rejetons ce blocus économique, commercial et financier immoral, mais nous exigeons aussi que le blocus inhumain et unilatéral imposé par les États-Unis soit immédiatement levé.

M. Gertze (Namibie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Président d'avoir convoqué la vingt-sixième séance plénière, qui porte sur la nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique. Je me joins aux collègues qui m'ont précédé pour souhaiter la bienvenue au Ministre des relations extérieures Bruno Rodríguez Parrilla.

La Namibie s'associe aux déclarations faites au nom du Groupe des États d'Afrique, du Groupe des 77 et de la Chine et du Mouvement des pays non alignés.

Ma délégation remercie également le Secrétaire général de son rapport franc sur la question à l'examen, dans lequel il indique que le blocus « s'est intensifié, revêtant une dimension de plus en plus néfaste et inhumaine » (A/77/358, p.1).

Alors que nous réfléchissons à la crise mondiale multidimensionnelle provoquée par l'épidémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les changements climatiques et les tensions géopolitiques, qui a entraîné une incertitude financière, une forte inflation, une hausse des coûts d'emprunt et une montée en flèche des prix du carburant, ma délégation continue d'observer avec une grande déception et une inquiétude croissante les difficultés économiques et financières infligées au peuple cubain par le renforcement sans précédent du blocus imposé par les États-Unis depuis près de 60 ans.

Le rapport du Secrétaire général fait ressortir que les mesures coercitives unilatérales supplémentaires imposées sous la précédente Administration des États-Unis, et qui, pour la plupart, sont toujours en vigueur aujourd'hui, perpétuent la politique de pression maximale contre Cuba. Ces mesures constituent de graves obstacles à l'exercice des droits de l'homme à Cuba, au développement des infrastructures sociales et économiques du pays et à la réalisation des objectifs de développement durable, énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Hommes, femmes et enfants paient tous au prix fort ce blocus arbitraire. Les personnes autochtones, les personnes handicapées, les pauvres, les personnes âgées et celles qui sont touchées par de terribles maladies, telles que la COVID-19, sont ceux qui ont le plus besoin d'aide humanitaire et de soutien.

Outre la situation impossible à laquelle Cuba reste confrontée, les mesures coercitives unilatérales ont des répercussions sur l'aide humanitaire et font qu'il est difficile pour le pays d'acheter ou de livrer les équipements nécessaires et d'entretenir les infrastructures assurant les services essentiels en matière d'alimentation, d'eau, d'assainissement et de santé, ainsi que les systèmes d'approvisionnement en électricité, et d'assurer la prestation de services de santé adéquats. Ces mesures agressives vont directement à l'encontre des principes du droit international, de la Charte des Nations Unies et des lois protégeant les civils dans le monde entier.

L'embargo imposé par les États-Unis compromet gravement les droits légaux de nombreux pays et de leurs citoyens ainsi que de nombreuses organisations en ce qu'il empêche la coopération et les échanges commerciaux bilatéraux mutuellement bénéfiques. En

tant que pays qui promeut et défend le droit de toutes les nations de vivre dans la paix et la sécurité, tout en reconnaissant la valeur et la dignité propres à chaque État et en appuyant des échanges commerciaux libres et ouverts entre tous les pays, nous ne pouvons l'accepter.

Le rapport du Secrétaire général souligne que le maintien de Cuba sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme a renforcé le caractère dissuasif et intimidant du blocus et aggravé les difficultés rencontrées par le pays s'agissant de prendre part aux échanges commerciaux internationaux et d'effectuer des opérations financières. Ma délégation souscrit également aux conclusions du rapport, qui qualifie les tentatives de certaines campagnes de communication médiatique de pernicieuses et souligne qu'elles sont orchestrées dans le but manifeste de déstabiliser Cuba. Ces actes préjudiciables constituent une violation du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

Bien que nous soyons reconnaissants à l'Administration Biden d'avoir assoupli, en mai, certaines des restrictions liées à l'embargo imposé à Cuba, ma délégation demeure préoccupée par l'escalade des mesures prises par les États-Unis, comme la poursuite de l'application du titre III de la loi Helms-Burton, qui continue d'entraver les tentatives de Cuba de concrétiser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ces agissements vont à l'encontre des principes des États-Unis et de leur stratégie de 2016, une époque où nous avons tous applaudi le changement positif de politique et espéré que le blocus serait levé.

Alors que nous œuvrons à la réalisation de nos objectifs et engagements communs en matière de croissance, de prospérité et de développement durable partagés, nous préconisons vivement un examen de l'incidence de l'application des mesures coercitives unilatérales. Par conséquent, ma délégation voudrait qu'il soit pris acte de son ferme appui au projet de résolution A/77/L.5, qui appelle à la levée sans condition de l'embargo imposé à la République de Cuba. Ce n'est que par le multilatéralisme et la coopération que nos futurs efforts en matière de développement pourront être couronnés de succès et que nous pourrions atteindre les objectifs de développement durable.

Pour terminer, je voudrais dire que la Namibie est reconnaissante à l'ONU pour sa solidarité. Ma délégation a toujours été aux côtés du Gouvernement et du peuple cubains et leur réaffirme son appui inébranlable. La Namibie votera pour le projet de résolution A/77/L.5 et appelle tous les États Membres à l'appuyer

également. Pour nous, lever l'embargo imposé à Cuba signifie donner au peuple cubain la possibilité de réaliser ses espoirs et ses rêves de progrès socioéconomique, des droits qui doivent être accordés à tous de manière égale, sans condition et sans plus attendre.

M. Darroux (Dominique) (*parle en anglais*) : Au nom du Commonwealth de Dominique, j'ai le privilège de faire la déclaration suivante sur le projet de résolution A/77/L.5, relatif à la nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique.

Ma délégation s'associe aux déclarations faites par le représentant des Bahamas, au nom de la Communauté des Caraïbes, par le représentant du Pakistan, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, et par le représentant de l'Azerbaïdjan, au nom du Mouvement des pays non alignés.

Le Commonwealth de Dominique s'oppose sans réserve à l'embargo économique, commercial et financier imposé au peuple cubain par les États-Unis depuis 61 ans, qui continue d'avoir des effets négatifs considérables sur l'économie cubaine et sur les conditions de vie des citoyens de Cuba. Les pertes subies par le Gouvernement cubain, les entreprises cubaines locales et les Cubains ordinaires s'agissant d'obtenir des biens, des services et des financements se chiffrent clairement en milliards de dollars. Nous considérons l'embargo comme une violation grave et flagrante des droits fondamentaux du peuple cubain. Au cours des 61 dernières années, le seul résultat que cette mesure coercitive unilatérale et cette décision injustifiée ont permis d'obtenir a été l'aggravation des difficultés socioéconomiques auxquelles se heurte le peuple cubain. L'embargo a considérablement limité le progrès scientifique et technologique et détruit toute chance de tirer le meilleur parti des possibilités offertes par l'accès à Internet à haut débit. En outre, l'embargo représente le régime le plus sévère et le plus long jamais imposé à un pays et demeure le principal obstacle au plein épanouissement du peuple cubain.

Chaque année, les catastrophes naturelles font des ravages et sapent les efforts économiques déployés par Cuba pour importer des biens et des services à des prix compétitifs, comme l'ont montré, pas plus tard qu'en septembre dernier, les dégâts causés par l'ouragan Ian, lui-même précédé par un violent incendie dans une installation de stockage du port de Matanzas, dans l'ouest du pays, en août. Par conséquent, le Gouvernement dominiquais exhorte vivement les quelques États qui continuent à appuyer l'embargo

à entendre l'appel de l'écrasante majorité des États ici présents et à lever cet embargo archaïque afin que tous les États Membres de l'ONU puissent appuyer la pleine intégration du peuple cubain dans les systèmes mondial, financier et commercial.

De nombreuses banques ont suspendu leurs opérations avec Cuba, y compris les transferts destinés à l'achat de vivres et de médicaments, de carburant et de produits de première nécessité pour la population. L'interdiction des échanges commerciaux bilatéraux réguliers et des importations, depuis des pays tiers, de marchandises contenant plus de 10% de composants issus des États-Unis reste en vigueur. La liste unilatérale et arbitraire des entités cubaines soumises à des restrictions et la liste des hébergements interdits restent également en vigueur, sans compter l'inscription de Cuba sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme. Par conséquent, la Dominique appelle au retrait immédiat de Cuba de la liste des pays qui soutiennent le terrorisme et demande que tous nos efforts soient réorientés vers la lutte contre les véritables menaces à la paix et à la sécurité mondiales qui ont cours dans notre région.

La Dominique a constaté une intensification de ce blocus abusif depuis 2019, exacerbée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la crise énergétique, l'insécurité alimentaire et la crise climatique. Ce blocus empêche Cuba de construire et de réparer ses infrastructures, de créer une économie dynamique et d'améliorer le niveau de vie de sa population.

Les 11 millions de Cubains ont besoin de voir cesser cette politique, qui a été maintenue et durcie par au moins 13 présidents successifs des États-Unis de 1960 à 2022. La nation cubaine a besoin que la communauté internationale intervienne en sa faveur de manière multilatérale. En effet, comme le demande le Ministre cubain des relations extérieures : « Comment un système aussi hermétique a-t-il pu être créé pour empêcher tout un peuple de se procurer des denrées alimentaires et des médicaments essentiels ? ».

Depuis des décennies, Cuba forme des médecins, des infirmiers, des ingénieurs et d'autres professionnels et fournit une assistance technique aux pays en développement dans le cadre de sa coopération Sud-Sud. En outre, elle continue de joindre sa voix à la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue dans les Caraïbes et dans le reste du monde.

Cette résolution a toujours bénéficié de l'appui de plus des deux tiers des États Membres de l'ONU,

ce qui traduit une reconnaissance claire et distincte de la nécessité de mettre fin au blocus. Le Gouvernement dominiquais continuera d'appuyer le Gouvernement et le peuple cubains en tant que Membre de l'ONU et nation sœur des Caraïbes.

Les relations diplomatiques de la Dominique ont permis de renforcer les liens culturels et politiques dans certains domaines essentiels de solidarité, notamment l'éducation et les services de santé. Le Gouvernement dominiquais estime par ailleurs que l'application du titre III de la loi Helms-Burton est extrêmement préoccupante du fait de ses conséquences néfastes et, partant, renouvelle son appel à la levée du blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis. Le Commonwealth de Dominique demande que l'accent soit davantage mis sur les relations diplomatiques en tant que stratégie essentielle pour régler les différends entre les membres de la communauté internationale.

À cet égard, ma délégation votera pour le projet de résolution visant à mettre fin à ce long blocus économique, commercial et financier imposé au peuple cubain.

M. Francis (Trinité-et-Tobago) (*parle en anglais*) : Avant toute chose, la Trinité-et-Tobago s'associe aux déclarations faites au nom du Groupe des 77 et de la Chine, du Mouvement des pays non alignés, de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes et de la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

L'ampleur et la portée de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ont révélé les fragilités profondes de notre monde interconnecté, mettant en lumière l'étroite interdépendance de nos sociétés et de nos peuples. Nous avons appris, au prix de pertes colossales en vies humaines et en moyens de subsistance, que ce n'est que grâce à la solidarité, au multilatéralisme et à une véritable coopération que le monde peut effectivement relever, et même surmonter, les défis communs de taille qui se posent à l'humanité.

Au plus fort du climat d'incertitude provoqué par la pandémie, en mai 2020, la Trinité-et-Tobago a bénéficié des services d'une équipe d'infirmiers cubains pour l'aider dans sa lutte contre la COVID-19, par l'intermédiaire de la Brigade médicale internationale Henry Reeve. En outre, l'appui de Cuba au secteur de la santé dans les Caraïbes est une tradition exemplaire et de longue date, puisque maints étudiants des pays de la CARICOM, dont la Trinité-et-Tobago, se voient octroyer des bourses par le Gouvernement cubain pour étudier la médecine à Cuba, sans parler du nombre croissant de nos ressortissants qui bénéficient de soins

médicaux spécialisés de grande qualité à Cuba. Tout au long de notre histoire, Cuba a été, et continuera sans aucun doute d'être, un partenaire fiable pour beaucoup, en particulier les pays du Sud.

Si le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est le plan mondial à suivre pour accélérer les mesures et les résultats afin de reconstruire en mieux et de créer des sociétés plus résilientes et plus prospères, alors les défis auxquels nous sommes confrontés en tant que communauté internationale exigent que nous mettions davantage l'accent sur les approches multilatérales, et non unilatérales. Nos ambitions collectives visant à garantir que personne ne soit laissé pour compte doivent être ancrées dans le maintien de l'intégrité du Programme 2030 et sa pleine mise en œuvre. Pourtant, le blocus économique, commercial et financier injustement imposé à Cuba continue d'entraver sa capacité d'atteindre l'intégralité des objectifs de développement durable et empêche la population cubaine d'exercer pleinement ses droits fondamentaux, y compris le droit au développement.

C'est pourquoi la Trinité-et-Tobago maintient résolument sa position de principe selon laquelle les pratiques commerciales discriminatoires et l'application extraterritoriale de lois nationales constituent une violation de la Charte des Nations Unies et du droit international et ne servent qu'à miner nos ambitions collectives inscrites dans le Programme 2030. Le rejet de cette politique anachronique est désormais quasi universel, l'Assemblée générale ayant, chaque année depuis 1992, adopté cette résolution condamnant les conséquences persistantes du blocus et déclarant qu'il constitue une violation de la Charte des Nations Unies et du droit international.

La Trinité-et-Tobago a donc accueilli avec enthousiasme et espoir la reprise, en 2015, d'un dialogue direct et franc entre les deux parties et l'adoption de cette résolution à la soixante et onzième session de l'Assemblée générale, lorsque pas un seul État Membre n'a émis de vote négatif. Toutefois, cet optimisme a malheureusement été de courte durée et des restrictions supplémentaires ont été imposées au titre de la loi Helms-Burton, qui, selon la Trinité-et-Tobago, est incompatible avec le droit international.

La désignation peu convaincante de Cuba comme État soutenant le terrorisme en janvier de l'année dernière ne fait qu'accentuer la méfiance et compromettre davantage toute possibilité de normalisation des relations diplomatiques et d'éradication définitive de ce dernier vestige de la guerre froide.

En décembre, la Trinité-et-Tobago, ainsi que la Barbade, le Guyana et la Jamaïque, célébreront fièrement le cinquantième anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques avec Cuba, reconnaissant ainsi que le peuple cubain fait partie intégrante de la famille des Caraïbes, une famille qui, bien que divisée en raison de la diversité des cultures et des langues de nos anciens colonisateurs, est néanmoins unie par sa géographie et son patrimoine commun. Cuba est un État des Caraïbes, et son avenir est inextricablement lié à celui des autres nations caraïbes.

La Trinité-et-Tobago continuera d'appuyer les efforts régionaux et internationaux visant à promouvoir un dialogue constructif en vue de la levée du blocus imposé à Cuba, qui entrave considérablement la réalisation du développement durable dans ce pays et, par extension, dans la région des Caraïbes au sens large.

Pour terminer, le Gouvernement trinidadien demeure résolument attaché aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, en particulier les principes d'égalité souveraine des États, de non-intervention et de non-ingérence dans leurs affaires intérieures, et à la liberté du commerce et de la navigation internationaux. Conformément à cet engagement à l'égard de la Charte et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui appelle une fois de plus à ne laisser personne de côté, le Gouvernement trinidadien renouvelle avec insistance son appel à la levée du blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba, le plus tôt possible, et à la pleine réintégration de Cuba dans le système international, sans conditions.

C'est dans ce contexte que la Trinité-et-Tobago appuiera une fois de plus le projet de résolution (A/77/L.5) sur la nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique.

M. Lagdameo (Philippines) (*parle en espagnol*) : Je tiens tout d'abord à souhaiter la bienvenue au Ministre des relations extérieures de la République de Cuba, M. Bruno Eduardo Rodríguez Parrilla.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Les Philippines s'associent aux déclarations faites par les représentants de l'Indonésie, au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), de l'Azerbaïdjan, au nom du Mouvement des pays non alignés, et du Pakistan, au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

Pour la trentième année consécutive, nous sommes témoins aujourd'hui d'expressions manifestes de solidarité avec le peuple cubain, grâce à un appui écrasant au

projet de résolution (A/77/L.5) sur la nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique. La communauté internationale demande une fois de plus qu'il soit mis fin à ce blocus qui dure depuis six décennies, et qui constitue une politique de sanctions économiques injuste et injustifiée. C'est également pour la trentième année consécutive que les Philippines appuieront ce projet de résolution et la septième année que l'ASEAN fait une déclaration sur cette question importante à l'Assemblée générale.

Le caractère extraterritorial du blocus continue de se renforcer, aggravé par la décision des États-Unis d'inscrire Cuba sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme. Aux prix actuels, on estime que les dommages causés à l'économie cubaine pendant les six décennies de mise en œuvre de cette politique s'élèvent à plus de 150,4 milliards de dollars, dont environ 3,8 milliards entre août 2021 et février 2022.

Le blocus constitue un obstacle majeur au développement socioéconomique de Cuba. Il complique considérablement la mise en œuvre par Cuba du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il constitue une violation du droit international et va à l'encontre des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Compte tenu des liens culturels et économiques qui remontent aussi loin que le commerce assuré par des galions qui reliaient Manille et Acapulco au début du XVI^e siècle, Cuba et son peuple pourront toujours compter sur l'appui des Philippines.

Les États-Unis doivent lever sans condition et une fois pour toutes le blocus imposé à Cuba.

M. Song Kim (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Il y a 60 ans, les États-Unis ont imposé un blocus économique total à Cuba pour la seule raison que le Gouvernement et le peuple cubains avaient choisi un système socialiste. Depuis lors, le peuple cubain a connu des douleurs et des souffrances indicibles en raison du blocus brutal et prolongé imposé par les États-Unis. Le simple fait que Cuba ait subi des pertes s'élevant à plusieurs centaines de milliards de dollars en raison du blocus économique imposé par les États-Unis au cours des 60 dernières années est une illustration claire du niveau de souffrances endurées par le peuple cubain. Les sanctions et le blocus brutaux et inhumains des États-Unis, qui visent un pays et une nation depuis plus d'un demi-siècle, doivent être dûment dénoncés par les peuples du monde entier.

Ma délégation condamne le blocus imposé à Cuba, qui porte atteinte à sa souveraineté, en contradiction avec les idéaux et les principes énoncés dans

la Charte des Nations Unies, et qui constitue un crime contre l'humanité et une violation des droits de l'homme.

Nous exhortons également les États-Unis à lever immédiatement le blocus économique et financier unilatéral et extraterritorial imposé à Cuba, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale adoptées par consensus, qui reflètent la volonté unanime des États Membres de l'ONU. Les États-Unis doivent abandonner au plus vite leurs illusions anachroniques selon lesquelles ils peuvent perturber le système socialiste cubain et mettre le peuple cubain à genoux à force de sanctions et de pressions.

Tout récemment, les États-Unis se sont montrés déterminés à durcir les sanctions, à accentuer la pression et à renverser le système en place, notamment en étendant à Cuba l'application de la Loi relative au commerce avec l'ennemi, mais il ne s'agit là que d'une tentative désespérée de se remettre de l'échec de la politique hostile menée contre Cuba depuis six décennies.

Le blocus imposé par les États-Unis à Cuba, qui va à l'encontre de la volonté générale de la communauté internationale et de la tendance actuelle, est également voué à l'échec et ne sera que source de frustration à l'avenir.

La délégation de la République populaire démocratique de Corée saisit cette occasion pour exprimer une fois de plus son appui sans réserve et sa solidarité au Gouvernement et au peuple cubains dans leur lutte pour s'opposer aux sanctions et au blocus imposés par les États-Unis et à l'empoisonnement idéologique et culturel, ainsi qu'aux tentatives visant à renverser le système en faisant appel à des forces contrerévolutionnaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays et à empêcher le pays de se développer de manière indépendante et de prospérer.

La délégation de la République populaire démocratique de Corée votera pour le projet de résolution (A/77/L.5) sur la nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique et invite tous les États Membres à appuyer le projet de résolution, qui reflète la volonté unanime de la communauté internationale.

M. Evseenko (Biélorus) (*parle en russe*) : La République du Biélorus s'associe aux déclarations faites par le représentant de l'Azerbaïdjan, au nom du Mouvement des pays non alignés, et par la représentante de l'Érythrée, au nom du Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies.

Nous saluons la présence ici à l'Assemblée générale de S. E. M. Bruno Rodríguez Parrilla, Ministre cubain des relations extérieures.

Nous sommes catégoriquement opposés à l'utilisation de toute mesure restrictive unilatérale contre des États Membres souverains de l'ONU. L'objectif principal des États qui ont recours à des mesures restrictives illégales est d'infliger un préjudice économique maximal à un autre État et de renverser le Gouvernement en place. Le recours à des restrictions unilatérales représente une ingérence directe dans les affaires intérieures d'États souverains, en violation flagrante des dispositions de la Charte des Nations Unies et du droit international. De telles actions sont également contraires au principe de la coopération multilatérale, fragilisent les relations internationales et fomentent l'hostilité entre les sujets du droit international.

Le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique à Cuba depuis plus de 60 ans constitue une violation flagrante des droits humains de tous les habitants de l'île. Il constitue un acte de génocide au regard de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948. Le blocus économique contre Cuba est devenu l'acte de guerre économique le plus long et le plus inhumain jamais perpétré contre un État souverain. Ses effets continuent de compromettre les perspectives de croissance économique du pays, de freiner les investissements étrangers, d'entraver les relations commerciales avec les pays tiers et de dresser tous les obstacles possibles aux opérations bancaires et financières.

L'application extraterritoriale de ces mesures restrictives constitue une violation directe des droits légitimes des autres États à coopérer pleinement avec La Havane. Une fois de plus, nous demandons instamment aux États-Unis d'Amérique de revoir leur décision et de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba. Le Bélarus votera pour le projet de résolution A/77/L.5.

M. Dang (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je tiens à souhaiter chaleureusement la bienvenue à S. E. M. Bruno Rodríguez Parrilla, Ministre cubain des relations extérieures.

Le Viet Nam s'associe aux déclarations faites par le représentant de l'Azerbaïdjan, au nom du Mouvement des pays non alignés, par le représentant du Pakistan, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, et par le représentant de Singapour, au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

La présente séance plénière se tient 30 ans après que l'Assemblée générale a commencé à examiner et à se prononcer chaque année sur un projet de résolution intitulé

« Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique », et 60 ans après que ce blocus a été imposé à Cuba. Hélas, au cours des trois décennies qui se sont écoulées, l'objectif ultime du texte n'a pas été atteint malgré les messages forts de soutien croissant et sans faille des peuples du monde entier aux revendications légitimes du peuple cubain, comme en témoigne la majorité écrasante qui appuie le projet de résolution annuel.

Le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis constitue une violation du droit international et des principes fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies, et contrevient au souhait que partagent toutes les nations d'entretenir des relations d'égal à égal avec les autres pays, quel que soit leur système politique, dans le respect du droit de chaque nation de choisir son propre modèle de développement. Il s'agit du régime de sanctions unilatérales le plus injuste et le plus long jamais imposé à un pays dans l'histoire moderne. Il a infligé d'immenses préjudices à tous les secteurs de l'économie cubaine, causant des souffrances indicibles à des générations de Cubains.

Ces dernières années, les souffrances du peuple cubain se sont multipliées du fait des répercussions de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de crises majeures, telles que l'explosion de l'hôtel Saratoga en mai, l'incendie qui a ravagé un important dépôt pétrolier en août et l'ouragan Ian survenu fin septembre de cette année. Nous saluons la résilience dont a fait preuve le peuple cubain pour surmonter ces terribles difficultés.

Aujourd'hui, le Viet Nam votera sans réserve pour le projet de résolution A/77/L.5. Le Viet Nam reste fidèle à sa politique constante consistant à s'opposer à toute imposition de blocus unilatéraux et de mesures coercitives à un État souverain. Le maintien du blocus contre Cuba est injustifiable et entravera sérieusement les démarches et les efforts entrepris par le peuple et le Gouvernement cubains, non seulement dans le domaine du développement économique mais aussi dans celui du commerce international. Il fera également obstacle à la pleine participation du pays aux processus de développement mondiaux en cours, notamment la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable.

Le Viet Nam a lui-même fait l'expérience des souffrances terribles provoquées par un embargo commercial et comprend parfaitement les difficultés et les préjudices

qui en découlent. Pour autant, ayant noué un partenariat global avec les États-Unis, le Viet Nam est aussi pleinement conscient du fait que seuls un dialogue et des échanges constructifs peuvent susciter une confiance mutuelle et apporter des changements positifs.

Le Viet Nam appelle une nouvelle fois les États-Unis à lever leur blocus unilatéral contre Cuba, de sorte que cette dernière puisse exercer son droit de participer de manière équitable et juste aux échanges économiques et commerciaux, conformément au droit international. Nous exhortons aussi le Gouvernement des États-Unis à abandonner sa politique actuelle à l'égard de Cuba, dans l'intérêt non seulement de la population des deux pays mais aussi de la paix, de la stabilité et du développement dans la région et dans le monde. Parallèlement, nous saluons la volonté de Cuba de poursuivre une coopération et un dialogue respectueux sur des sujets d'intérêt mutuel et de prendre part à des négociations sur les questions bilatérales en suspens avec les États-Unis sur la base de l'égalité, de la réciprocité et du respect de la souveraineté nationale et de l'indépendance de chacun.

Ma délégation tient à saisir cette occasion pour réaffirmer avec force l'appui, l'amitié, la coopération et la solidarité du Viet Nam à l'égard du peuple cubain frère et à redire son attachement sans faille à la préservation des principes du droit international, tels qu'ils sont consacrés par la Charte des Nations Unies. Nous continuerons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour aider le peuple cubain à surmonter les difficultés et les défis causés par le blocus.

M^{me} King (Saint-Vincent-et-les Grenadines) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à adresser mes chaleureuses salutations à S. E. M. Bruno Rodríguez Parrilla, Ministre des relations extérieures de la République de Cuba, qui est parmi nous aujourd'hui.

Ma délégation souhaite également s'associer aux déclarations faites précédemment par le représentant des Bahamas, au nom de la Communauté des Caraïbes, la représentante de l'Argentine, au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, le représentant de l'Azerbaïdjan, au nom du Mouvement des pays non alignés, le représentant du Pakistan, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, et la représentante de l'Érythrée, au nom du Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies.

Saint-Vincent-et-les Grenadines reste indéfectiblement solidaire de Cuba, nation sœur des Caraïbes, et réaffirme son appui sans équivoque au projet de résolution A/77/L.5, qui demande la levée immédiate du blocus

économique, commercial et financier imposé par les États-Unis. Le projet de résolution annuel sur cette question reçoit un appui quasi unanime depuis 1992, envoyant un message ferme et clair quant au rejet par la communauté internationale de ce blocus anachronique, illégal et illégitime.

Depuis six décennies, le peuple cubain croule sous le poids d'une politique cruelle qui consiste à faire peser sur lui une pression maximale et à pousser l'agression à son paroxysme, dans le but d'isoler le pays, de paralyser son économie et de nuire au bien-être de sa population. Malgré tout, l'esprit indomptable du peuple cubain n'a pas vacillé au cours de ces 60 années. Malgré des difficultés internes colossales, les réalisations de Cuba ont été remarquables et héroïques. Elle a fait preuve d'une solidarité sans faille avec de nombreux États Membres de l'ONU, y compris mon propre pays, en apportant son appui dans les domaines des soins de santé et de l'aide humanitaire à de nombreuses occasions. Cuba et son peuple sont l'incarnation de l'esprit de solidarité, d'intégrité et de coopération qui est si essentiel à notre système international fondé sur des règles, et nous remercions Cuba de sa générosité altruiste qui ne se dément pas.

Nous déplorons que Cuba soit encore inscrite sur la liste unilatéralement établie des États soutenant le terrorisme. Cette classification est hautement regrettable, dans la mesure où il n'existe pas la moindre preuve légitime que Cuba appuie ou abrite la moindre entité terroriste. Il s'agit d'une caractérisation impropre et absurde qui ne contribue pas à la lutte mondiale contre le fléau du terrorisme, et le nom de Cuba devrait être rayé de cette liste sans délai. Nous rejetons également l'application de toute législation unilatérale ayant des effets extraterritoriaux et demeurons donc profondément inquiets par l'élargissement de la nature extraterritoriale du blocus en vertu du titre III de la loi Helms-Burton. L'Administration Biden a certes annoncé en mai qu'elle annulerait des politiques très dures concernant les voyages et les envois de fonds, ce qui constitue effectivement un pas dans la bonne direction, dont nous avons pris note, mais ces mesures ne reviennent toujours pas à véritablement accepter Cuba ni à normaliser les relations entre les deux pays. Il est clair que seule la levée complète du blocus facilitera réellement la vie du peuple cubain et témoignera du respect qui convient pour ses droits humains fondamentaux.

L'inflation galopante et la montée des prix alimentaires mondiaux créent de grandes difficultés dans le monde entier, et nombreux sont les pays, quelle que soit leur situation économique, qui ont le plus grand mal à y

faire face. Pour Cuba, ces problèmes multidimensionnels sont aggravés par la poursuite du blocus, qui a déjà coûté des milliards de dollars à l'économie du pays, le privant au passage d'innombrables possibilités de développement. Il est plus que temps de mettre un terme à cet outil d'oppression inique. En conséquence, nous estimons qu'un dialogue et des échanges constructifs entre nos deux amis et partenaires respectés, Cuba et les États-Unis, sont cruciaux dans l'intérêt mutuel des deux pays, ainsi que pour le renforcement des relations dans les Amériques, l'intégration régionale et la diplomatie multilatérale.

Saint-Vincent-et-les Grenadines continuera de plaider vigoureusement pour la levée complète du blocus économique, commercial et financier, qui viole de façon flagrante les principes sacrosaints du droit international. C'est nécessaire pour permettre à Cuba d'atteindre ses objectifs de développement et la pleine prospérité, soit son aspiration juste et légitime. Nous espérons sincèrement que l'appui écrasant que le projet de résolution A/77/L.5 recevra aujourd'hui encouragera les États-Unis, avec une vigueur renouvelée, à renoncer enfin à sa politique préjudiciable, à dissocier la Révolution cubaine des intrigues politiques de la Floride autour de la présidence, du Sénat, du Congrès et du poste de gouverneur, à ôter ses chaînes au peuple cubain et à s'attacher à nouer une relation nouvelle et positive avec Cuba.

M. Ndong Mangué (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : En premier lieu, ma délégation se rallie aux déclarations faites par le représentant respectif du Mozambique, au nom du Groupe des États d'Afrique, le représentant de l'Azerbaïdjan, au nom du Mouvement des pays non alignés, la représentante de l'Érythrée, au nom du Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies, et le représentant du Pakistan, au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

À titre national, la Guinée équatoriale souhaite la bienvenue à New York au Ministre cubain des relations extérieures et espère qu'il y fera un agréable séjour. Par ailleurs, nous accueillons avec satisfaction les rapports complets du Secrétaire général sur la nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique (A/76/405 et A/77/358).

Depuis plus d'un demi-siècle, nous constatons avec préoccupation les énormes difficultés rencontrées par le Gouvernement et le peuple de l'État caribéen de Cuba à cause du blocus unilatéral injustifiable. Les gouvernements de presque tous les États Membres de l'ONU, ainsi que quasiment tous les organes et

organismes des Nations Unies, et d'autres entités et organisations, n'ont cessé d'appeler à sa levée. Cet impératif se fait d'autant plus urgent au vu des conséquences désastreuses que le blocus a non seulement sur l'économie cubaine mais aussi, plus largement, sur les progrès de ce pays en développement.

La Guinée équatoriale déplore le châtimement prolongé d'un pays avec lequel nous entretenons des relations étroites, dans un esprit d'amitié et de fraternité. C'est pourquoi nous exhortons une fois encore les États-Unis, avec lesquels nous avons également d'excellentes relations, à mesurer la souffrance qu'ils infligent à la population et à faire le nécessaire pour mettre un terme au blocus et à l'isolement économique de Cuba. Pourquoi persister à condamner les enfants, les personnes âgées et plus généralement les groupes vulnérables de ce pays, à la misère ? Comment pouvons-nous dire que les enfants et les jeunes de Cuba sont l'avenir de leur pays alors qu'ils endurent tant de restrictions ?

Notre condamnation du blocus et la préoccupation qu'il nous inspire ne tiennent pas uniquement aux bonnes relations que la Guinée équatoriale entretient avec Cuba, mais aussi au fait que notre pays est fidèlement attaché aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Nous défendons les principes de l'égalité souveraine et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, des relations amicales entre les États, du règlement pacifique des différends internationaux et, naturellement, de la promotion du multilatéralisme, par opposition aux politiques protectionnistes et à l'unilatéralisme, en vue de renforcer la diplomatie de la paix et de répondre aux défis qui nous sont lancés à tous.

Pour terminer, nous tenons à exprimer notre inquiétude au sujet du maintien de Cuba sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme. Comme Cuba l'a déjà indiqué et prouvé, son inscription sur cette liste renforce le caractère dissuasif et intimidant du blocus et aggrave les difficultés rencontrées par le pays s'agissant de prendre part aux échanges commerciaux internationaux et d'effectuer des opérations financières. Cela se traduit notamment par des résiliations de contrat, la perte de relations avec certaines entités financières, des endettements et des retards dans l'envoi et la réception de fonds et de marchandises, entre autres, entraînant des coûts et des dommages incommensurables pour la population et l'économie cubaines.

Si l'ONU est vraiment le bastion de la démocratie, alors nos votes unanimes, demandant la même chose année après année, devraient faire que les États-Unis

entendent le chœur écrasant de nos voix en faveur de la levée du blocus. Au niveau national, notre position sur la question est claire. Nous resterons sur la même ligne de solidarité avec la République de Cuba, notre amie, notre sœur, en votant, comme chaque année pour ceux qui l'ont précédé, pour le projet de résolution A/77/L.5, intitulé « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique ».

M. Sabbagh (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Ma délégation s'associe aux déclarations faites par le représentant du Pakistan et la représentante de l'Érythrée au nom du Groupe des 77 et de la Chine et du Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies, respectivement. Je voudrais ajouter les remarques suivantes à titre national.

Tout d'abord, je salue la participation de S. E. M. Bruno Rodríguez Parrilla, Ministre cubain des relations extérieures, à la séance d'aujourd'hui, qui se tient dans le cadre de l'examen par l'Assemblée générale d'un point important et historique de son ordre du jour.

La République arabe syrienne réaffirme son appui inébranlable et constant à la résilience du peuple cubain ami face au blocus injuste et illégal qui lui est imposé par les États-Unis depuis 1962. La Syrie réaffirme tout son attachement et son appui indéfectible aux résolutions de l'ONU qui appellent à ce qu'il soit mis fin immédiatement au blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba, qui constitue une violation grave des droits de l'homme, du droit international humanitaire et des résolutions pertinentes de la légitimité internationale. Le blocus imposé à Cuba par les États-Unis constitue également une violation grave de la Charte des Nations Unies et une violation systématique des droits humains du peuple cubain. Ce blocus est considéré comme l'une des plus longues mesures coercitives unilatérales jamais imposées, ce qui est extrêmement grave. Il s'agit d'un obstacle majeur à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux efforts déployés pour ne pas faire de laissés-pour-compte.

Ma délégation est fière d'avoir toujours voté pour le projet de résolution qui est présenté à l'Assemblée générale chaque année. Le vote annuel sur cette résolution, qui fait l'objet d'un quasi-consensus au niveau international, envoie un message fort demandant aux administrations américaines successives de lever le blocus illégal infligé au peuple cubain et de mettre fin à leurs politiques qui imposent des sanctions unilatérales

illégales contre Cuba, poursuivent les entreprises et les navires qui fournissent du carburant à ce pays et inscrivent Cuba, de manière arbitraire et sans justification, sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme établie par le Département d'État.

Cibler toutes les sources de revenus du pays tout en intimidant les gouvernements et les institutions bancaires, ainsi que les hommes d'affaires, qui traitent avec Cuba dans le monde entier est un élément essentiel de la stratégie des États-Unis visant à isoler Cuba et à provoquer son effondrement économique. Cette stratégie a eu des incidences négatives sur le niveau de vie du peuple cubain et l'a empêché de satisfaire ses besoins alimentaires et d'autres besoins fondamentaux. Les missions diplomatiques cubaines à travers le monde ont également été affectées dans leurs relations avec les banques qui leur fournissent des services bancaires mais craignent des représailles de la part de l'Administration des États-Unis.

Les rapports périodiques du Secrétaire général et les rapports mensuels que la délégation cubaine distribue avec ferveur aux États Membres apportent chaque fois de nouvelles preuves de la souffrance infligée au peuple cubain par les mesures coercitives qui lui sont imposées depuis maintes décennies. Les rapports pertinents démontrent, chiffres à l'appui, l'ampleur des dommages subis par Cuba et les pertes encourues par le peuple cubain au quotidien en raison du siège étouffant du pays, y compris lorsque la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) se propageait, avec des effets dévastateurs sur les populations et les économies du monde. Néanmoins, Cuba, à elle seule, a réussi à sauver des milliers de personnes en créant son propre vaccin contre la COVID-19, qu'elle a fourni à plus de 35 pays à travers le monde, grâce aux services de santé fournis par ses équipes.

Comme Cuba et un certain nombre d'autres pays, la République arabe syrienne reste aujourd'hui la cible de multiples mesures coercitives unilatérales imposées par les États-Unis de manière illégale et en dehors du cadre de l'ONU et de la légitimité internationale. Cela constitue une forme de terrorisme économique contre mon pays et s'ajoute au terrorisme exercé depuis 2011 par des organisations terroristes comme Daech, le Front el-Nosra et d'autres entités affiliées. Ce terrorisme économique contre mon pays a affecté la vie de tous les Syriens en les privant de la possibilité de satisfaire leurs besoins quotidiens. Il a également sapé la capacité du Gouvernement syrien à fournir des services de base et

une aide à ceux qui en ont besoin. C'est pourquoi mon pays appelle une nouvelle fois les États-Unis à mettre fin immédiatement et définitivement à leurs mesures coercitives unilatérales contre les peuples du monde et à leurs initiatives visant à les empêcher de jouir de leurs droits humains, y compris le droit au développement économique et au bien-être social.

Pour terminer, il n'est plus acceptable que quiconque appelle au respect de la Charte des Nations Unies, du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme sans appeler également à l'arrêt immédiat de ces mesures injustes, contraires à l'éthique et inhumaines imposées par certains pays à d'autres pour la simple raison qu'ils ne souscrivent pas aux mêmes politiques. Tous les prétextes ou les excuses invoqués par ces pays à cet égard relèvent de l'hypocrisie politique et du deux poids, deux mesures.

Mme Zalabata Torres (Colombie) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de l'organisation de la présente séance de l'Assemblée générale, ainsi que du projet de résolution dont nous sommes saisis (A/77/L.5).

La Colombie s'associe aux déclarations faites au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, du Mouvement des pays non alignés et du Groupe des 77 et de la Chine, et souhaite la bienvenue à la séance d'aujourd'hui au Ministre cubain des relations extérieures, M. Bruno Rodríguez Parrilla.

La Colombie constate que le blocus contre Cuba est la mesure qui a été le plus souvent condamnée par l'Assemblée générale, chaque année depuis 1992, avec plus de 180 voix pour le projet de résolution demandant sa levée. Les recommandations de l'Assemblée générale n'ont pas été entendues, c'est pourquoi nous renouvelons aujourd'hui notre appel ferme à la pleine application des résolutions de l'Assemblée générale demandant la levée du blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba. Le Secrétaire général confirme dans son rapport (A/77/358) le coût de cette politique pour Cuba, une politique qui cause des dommages significatifs et injustifiables au bien-être du peuple cubain.

La Colombie se félicite du fait que, depuis plus de 40 ans, Cuba accueille des délégués du Gouvernement colombien et des groupes armés dans le but d'établir un dialogue et de parvenir à la paix. Nous ne pouvons pas oublier que Cuba a été le berceau de l'Accord de paix final de 2016 avec les anciennes Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire, qui est aujourd'hui considéré comme un exemple pour le

monde entier en termes de consolidation de la paix. En conséquence, la Colombie condamne l'inscription de Cuba sur la liste des pays qui parrainent le terrorisme, dont l'objectif est de refuser de reconnaître l'engagement de Cuba en faveur de la paix en Colombie et dans le monde. Le Président de la République, M. Gustavo Petro Urrego, a qualifié cette décision d'injuste.

Je tiens à exprimer l'appui de la Colombie au projet de résolution présenté à la présente séance, pour lequel nous allons voter.

Mme Rodrigues-Birkett (Guyana) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe aux déclarations prononcées par les représentants des Bahamas, au nom de la Communauté des Caraïbes, de l'Azerbaïdjan, au nom du Mouvement des pays non alignés, du Pakistan, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, et de l'Égypte, au nom de l'Organisation de la coopération islamique. Nous souhaitons une chaleureuse bienvenue à la présente séance à S. E. M. Bruno Rodríguez Parrilla, Ministre des relations extérieures de la République de Cuba, et nous remercions le Secrétaire général de ses rapports (A/76/405 et A/77/358).

Le Guyana se joint à l'appel en faveur de la levée immédiate et inconditionnelle du blocus commercial, économique et financier imposé à Cuba par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique. Mon gouvernement accorde la plus haute priorité au respect des principes d'égalité souveraine entre les États, de non-intervention et de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres États, ainsi que du droit international humanitaire, de la Charte des Nations Unies et des normes et principes régissant les relations pacifiques entre les États. Eu égard à ce qui précède, et par principe, le Guyana maintient sa position ferme d'opposition au blocus et appelle à sa levée immédiate. Nous voterons dès lors pour le projet de résolution A/77/L.5, dont nous sommes saisis aujourd'hui.

Le Guyana partage les préoccupations exprimées aujourd'hui dans cette salle concernant les conclusions présentées dans le dernier rapport du Secrétaire général, qui mettent en évidence les incidences néfastes considérables du blocus sur le développement socioéconomique de Cuba. Nous jugeons alarmante l'affirmation selon laquelle le blocus a entravé la mise en œuvre des programmes et initiatives du système des Nations Unies pour le développement dans le pays, notamment pendant la période complexe de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). De même, le Guyana est très préoccupé par les informations concernant les graves conséquences de l'inscription injuste de Cuba

sur la liste des États qui parrainent le terrorisme, en particulier à un moment où le pays est encore aux prises avec les effets de la pandémie et se remet d'un ouragan dévastateur. Nous réaffirmons donc que le blocus imposé à Cuba n'a pas sa place dans les relations internationales modernes et va à l'encontre de notre engagement à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à ne laisser personne de côté. Nous continuons d'appeler à la levée du blocus afin que le peuple cubain puisse légitimement poursuivre ses efforts en faveur du développement socioéconomique.

Le Guyana et Cuba partagent depuis longtemps des liens d'amitié fraternelle, fondés sur le respect et la compréhension mutuels et marqués par une coopération et une collaboration étroites aux niveaux politique, économique et culturel. Malgré les difficultés engendrées par le blocus, Cuba continue à fournir généreusement une assistance médicale, des formations et des bourses d'études à de nombreux Guyaniens, contribuant ainsi au développement humain de notre propre population. Nous sommes reconnaissants envers le Gouvernement cubain pour ses efforts visant à contribuer également à l'action menée par les pays voisins de Cuba pour atténuer les conséquences de la pandémie de COVID-19 et, en fait, nous tenons à lui rendre hommage pour son engagement humanitaire mondial inébranlable.

Cela fait 60 ans de trop que ce blocus est imposé à Cuba. Nous appelons la communauté internationale à redoubler d'efforts pour encourager les États-Unis d'Amérique et Cuba à établir un dialogue constructif qui permettrait de renforcer la confiance et, à terme, d'aboutir à la normalisation complète des relations entre les deux pays. Le Guyana est fermement convaincu que la normalisation des relations entre les deux pays serait dans l'intérêt de la paix dans l'hémisphère et favoriserait une plus grande prospérité pour tous.

M^{me} Mwanjila (Kenya) (*parle en anglais*) : Nous voudrions adresser nos chaleureuses salutations à S. E. le Ministre des relations extérieures de la République de Cuba.

Le Kenya s'associe aux déclarations faites par les représentants du Mozambique, au nom du Groupe des États d'Afrique, du Pakistan au nom du Groupe des 77 et de la Chine, et de l'Azerbaïdjan au nom du Mouvement des pays non alignés. Je voudrais maintenant faire les observations suivantes à titre national.

Nous sommes réunis ici aujourd'hui pour débattre une fois de plus des atteintes au caractère sacré des principes qui définissent le statut d'État, conformément à la Charte des Nations Unies. La Charte ne se contente

pas d'énoncer les droits de souveraineté et de non-ingérence, elle consacre également notre volonté collective de développement et de prospérité.

Le blocus commercial imposé à Cuba par les États-Unis, qui est le plus long de l'histoire moderne, sape profondément son développement depuis 60 ans. Selon les estimations, le coût de ce blocus dépasse les 130 milliards de dollars.

Alors que de nombreux pays ici présents continuent de ressentir les effets des crises en cascade, Cuba subit des contraintes supplémentaires et injustifiables. Nous devons réaffirmer que les sanctions et les blocus généralisés vont à l'encontre de nos objectifs collectifs de développement, de paix et de droits humains. Ils constituent un affront à la souveraineté et à l'autodétermination et doivent être considérés comme un outil d'une époque malheureuse et révolue.

L'ONU est liée par le droit international et une aspiration permanente à un multilatéralisme qui respecte l'égalité de tous les États Membres.

Pour toutes ces raisons, le Kenya exprime son appui ferme à Cuba et au peuple cubain et votera pour le projet de résolution A/77/L.5. Le résultat du vote sera une expression d'un soutien écrasant à Cuba et de solidarité avec ce pays. Nous appelons à la levée immédiate du blocus, et nous continuerons à le faire parce que nous sommes convaincus que cela est conforme à nos valeurs en tant que pays et en tant que Membre de l'ONU.

M. Tavoli (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord saisir cette occasion pour souhaiter une chaleureuse bienvenue au Ministre des relations extérieures de la République de Cuba, S. E. M. Bruno Rodríguez Parrilla.

Je tiens également à m'associer aux déclarations faites au nom du Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies, ainsi que de l'Organisation de la coopération islamique, du Mouvement des pays non alignés et du Groupe des 77 et de la Chine.

L'expansionnisme et l'approche arrogante des États-Unis continuent de représenter la plus grande menace et le plus grand défi pour la paix et la sécurité mondiales que nous connaissons aujourd'hui. Leurs mesures coercitives unilatérales, dont les sanctions économiques et les blocus, n'ont pas porté leurs fruits et ne leur ont pas permis de concrétiser leurs objectifs politiques, mais elles ont eu des répercussions graves et néfastes sur la promotion de la paix, tant au niveau régional qu'au niveau international. Un recours accru à des mesures coercitives unilatérales, associé à une

politique étrangère interventionniste, défaillante et à courte vue, sont autant de signaux d'alerte révélateurs de l'unilatéralisme. La République islamique d'Iran est d'avis que l'imposition de toute mesure coercitive unilatérale est contraire aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Dans la pratique, ces mesures fragilisent l'état de droit, l'ordre mondial, la solidarité internationale, le multilatéralisme et, au bout du compte, l'autorité de l'ONU elle-même.

Année après année, l'Assemblée générale exprime à une majorité écrasante son appui et sa solidarité au Gouvernement et au peuple cubains par l'intermédiaire de ses votes sans appel pour ses résolutions demandant la levée du blocus imposé à Cuba par les États-Unis, qui dure depuis des décennies. Malgré ces appels incessants, le blocus économique, commercial et financier imposé au peuple cubain est toujours en place. Ces mesures n'ont d'autre fin que d'infliger d'énormes difficultés et une terrible souffrance au peuple cubain. Le soixante et unième anniversaire de l'entrée en vigueur de cette politique malveillante sera célébré dans quelques mois seulement. Les conséquences néfastes du blocus n'ont épargné aucun citoyen cubain ni aucun secteur de l'économie.

La République islamique d'Iran est elle-même la cible de sanctions illégales et inhumaines imposées par les États-Unis depuis 1979. Ces quatre dernières décennies, l'ampleur des mesures coercitives unilatérales qu'ils imposent au peuple iranien a crû de manière exponentielle, au point de cibler même les importations de matériel pharmaceutique et médical. Non contents d'avoir réimposé des sanctions unilatérales illégales à l'Iran, en violation flagrante des obligations qui leur incombent en vertu de la Charte des Nations Unies ainsi que de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité, les États-Unis continuent de menacer effrontément d'autres États, les mettant dans la position de devoir choisir entre violer la résolution et être punis s'ils ne la violent pas. De fait, l'Iran et Cuba paient le prix de leur résistance et du maintien de leur indépendance vis-à-vis des politiques colonialistes des États-Unis. L'Iran continuera de collaborer avec ses partenaires afin d'instaurer un nouvel environnement dans lequel nous pourrions œuvrer pour contrebalancer les sanctions illégales des États-Unis et éliminer de manière irréversible la question déstabilisante de l'application extraterritoriale de leur législation nationale.

Non seulement le blocus viole le droit des Cubaines et des Cubains à mener leurs affaires de manière souveraine et sans entrave, mais il restreint également la capacité des autres États de nouer librement des liens

commerciaux avec Cuba. Nous sommes résolument convaincus que la communauté internationale doit trouver des solutions pour contrer ces interventions destructrices et l'unilatéralisme qui les sous-tend. La République islamique d'Iran croit fermement dans la coopération avec les pays amis, dont Cuba, pour s'attaquer à ces problèmes avec la prudence qui s'impose et empêcher les États-Unis d'atteindre leurs objectifs illégitimes.

Enfin, mon pays exprime sa solidarité avec le peuple et le Gouvernement cubains, et tient à réaffirmer que les États-Unis doivent se conformer immédiatement et intégralement à leurs obligations internationales et cesser d'appliquer et d'imposer toutes leurs mesures coercitives unilatérales.

M. Ke (Cambodge) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à souhaiter une chaleureuse bienvenue à S. E. M. Bruno Rodríguez Parrilla, Ministre des relations extérieures de la République de Cuba, à cette séance très importante.

Le Cambodge s'associe aux déclarations faites par le représentant de Singapour, au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, par la représentante de l'Érythrée, au nom du Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies, par le représentant du Pakistan, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, et par le représentant de l'Azerbaïdjan, au nom du Mouvement des pays non alignés.

L'imposition de sanctions unilatérales à quelque pays que ce soit va à l'encontre du fondement même de la Charte des Nations Unies et des efforts concertés déployés par les États Membres pour défendre le multilatéralisme et renforcer la coopération internationale. Cela fait plus de 60 ans que les États-Unis ont imposé unilatéralement un blocus économique, commercial et financier à Cuba. Celui-ci a des répercussions négatives sur la vie et les moyens de subsistance du peuple cubain, notamment en l'empêchant de jouir pleinement de ses droits fondamentaux. Cette politique injuste et discriminatoire a empêché le pays de réaliser ses objectifs dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le programme mondial que nous avons toutes et tous adopté. Durant ces six décennies, le paradigme du blocus n'a été bénéfique pour personne. Les États-Unis n'ont pas réussi à atteindre leurs objectifs ultimes. Ils ne font que continuer de provoquer des pénuries chroniques et de porter atteinte à la situation économique d'une population de plus de 11 millions d'habitants. Le peuple cubain mérite de vivre dans la paix et la stabilité et de profiter du développement social. Le Cambodge

continuera de joindre sa voix à celle de la communauté internationale pour exprimer sa solidarité avec le peuple et le Gouvernement cubains en votant pour le projet de résolution A/77/L.5, et en continuant d'exhorter les États-Unis à lever immédiatement leur blocus et à retirer Cuba de la liste des États qui soutiennent le terrorisme.

Pour terminer, le Cambodge appelle les deux pays à régler leurs différends par le dialogue et à revenir à une normalisation de leurs relations.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :

Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question pour la présente séance. Nous entendrons les orateurs et oratrices restants demain, 3 novembre, à 10 heures, dans cette salle.

L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 36 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 13 heures.